

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 4 DECEMBRE 1969
N° 432, 1,50 F

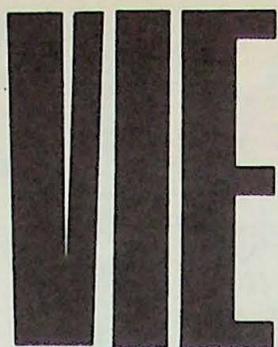


QU'ILS
MANGENT
DE LA
BRIOCHE!



LES GREVISTES

Sommaire



militante

Politique intérieure.

4. Le choix européen de Pompidou
Rémy Grillault
5. Réponse du P.S.U. à Georges Ségué et à Edmond Maire

Luttes ouvrières.

7. Toulouse : Menaces de licenciements
8. Alpes-Maritimes : Une action payante
Tarbes : La lutte chez Alsthom
9. Le conflit de Manufranc
(De nos correspondants)
10. Quand les plombs sautent
Jacques Ferlus

Luttes internationales

12. L'Albanie 25 ans après
Pierre Gautier
13. Vietnam : Une tuerie banale
Henri Beley

Luttes étudiantes

11. Valence : Répression au lycée technique
Albert Rousselles

Vie culturelle.

14. Théâtre - Jeu de massacre
Dominique Nores
15. Un film cubain
Jean Morel
Une matinée de Joseph Staline
François Sarola
Fausse avant-garde et vraie contestation

« Indépendance de la Guadeloupe ».

Ce débat sera animé par un groupe de militants guadeloupéens.

ASSEMBLEE DES JEUNES TRAVAILLEURS DE LA REGION DU MANS

— Problèmes du logement des jeunes ;
— Les jeunes agriculteurs.
Samedi 6 décembre, à 14 h. 30 - Maison sociale, salle 44 - Le Mans.

La D.N.P. au travail

La D.P.N. a consacré une part importante de son ordre du jour aux questions internationales. Les décisions et les orientations prises concernent principalement les campagnes sur le Vietnam, l'intervention militaire française au Tchad et la question du Moyen-Orient.

• Vietnam

La D.P.N. a confirmé la décision du P.S.U. de ne pas prendre part, à l'échelon national, aux Assises pour le Vietnam organisées par le Mouvement de la Paix.

Notre parti avait signé un appel pour la participation aux manifestations du 15 novembre et aux assises des 13 et 14 décembre. Pour ces dernières, il avait précisé — dans une lettre au secrétaire général du Mouvement de la Paix — que notre participation était subordonnée à l'abandon de toute exclusive contre quelque organisation anti-impérialiste que ce soit. Nous n'exigions pas que toutes soient présentes mais que toutes soient invitées.

Cette condition n'a pas été remplie. Nous estimons les exclusives contre certains mouvements d'extrême-gauche

d'autant plus inadmissibles que ces mouvements sont victimes d'une particulière répression.

Nous ne pourrions donc les cautionner en participant à des assises dont les conditions ne répondent pas à nos exigences.

• TCHAD

L'intervention militaire française au Tchad se poursuit. Des milliers de parachutistes français défendent le gouvernement fantoche de Tombalbaye.

Il s'agit en fait, pour l'impérialisme français, de maintenir au pouvoir les gouvernements à sa dévotion. La défense de l'un d'entre eux est une protection indirecte à tous les autres — en particulier à celui du Niger où se trouvent des gisements importants d'uranium.

La D.P.N. a décidé que le P.S.U. mènerait campagne contre l'intervention militaire, en posant la question « Que fait la France au Tchad ? » et en dénonçant les traités qui permettent l'envoi de troupes françaises dans les conflits intérieurs de pays souverains.

• MOYEN-ORIENT

La D.P.N. a confirmé la décision de rompre les relations officielles du P.S.U. avec le M.A.P.A.M. et de rechercher des contacts avec les courants

socialistes israéliens dans l'opposition. Elle a confirmé la reconnaissance de l'O.L.P. comme organisation représentative de la résistance palestinienne. Elle a décidé enfin l'ouverture d'une discussion sur le Moyen-Orient dans le cadre des activités de formation et de recherche.

MEETING

LES TRAVAILLEURS
FACE AU POUVOIR
LE MARDI 9 DECEMBRE
A 17 H 45

Patronage laïque,
72, avenue Félix-Faure
(métro Boucicaut)

Sous la présidence de
JACQUES KERGOAT
Secrétaire de la Fédération
de Paris du P.S.U.

avec

ABRAHAM BEHAR
Membre du Bureau National
du P.S.U.

JEAN-MARIE VINCENT
Membre du Bureau National
du P.S.U.

et

MICHEL ROCARD
Secrétaire National du P.S.U.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Beley, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
27.000 exemplaires

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

COLLECTION

combats

dirigée par Claude Durand

2 documents de l'opposition anti-stalinienne en URSS

ROY MEDVEDEV
FAUT-IL RÉHABILITER STALINE ?

combats SEUIL

Un pamphlet d'une singulière brutalité

Un volume 96 pages, 8 F

LES NOUVEAUX PROCÈS DE MOSCOU
L'AFFAIRE GUINZBOURG GALANSKOV

DOSSIER RÉUNI ET PRÉSENTÉ PAR
JEAN-JACQUES MARIE ET CAROL HEAD

combats SEUIL

Les nouveaux procès de Moscou

Dossier réuni et présenté par J.-J. Marie et C. Head

Un volume 208 pages, 15 F

SEUIL

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

La guerre sociale permanente

Jean-Marie Vincent

LA paix, l'ordre, la sécurité, la liberté, tels sont les mots d'ordre qu'agitent nos gouvernants pour se justifier. Et l'on vit bien pourquoi ! Qui ne désire, en effet, vivre sa vie dans la paix, dans l'ordre, dans la sécurité et dans la liberté. Bien sûr, chacun a sa petite conception de ce que doivent être l'ordre et la liberté, la sécurité ou la paix, mais du moment qu'on a l'impression de pouvoir se débrouiller, d'avoir un petit domaine bien à soi, on est que trop tenté de se satisfaire de ces assurances rituellement répétées. Les gens d'en haut, ceux qui sont le pouvoir, ne sont-ils pas, après tout, des élus, des hommes comme les autres soumis à des contrôles et à des pressions multiples ?

Seulement voilà, en vaquant à ses petites affaires on a guère de chances d'avoir sa petite part de bonheur quand on a le malheur d'être ouvrier, petit paysan, ou technicien. Les risques sont multiples : chômage, accidents du travail, épuisement nerveux, maladie. Les difficultés sont innombrables : revenus insuffisants, logements inhabitables, carence insupportable des transports publics, système d'enseignement lamentable. On a beau courir après les heures supplémentaires, après le travail noir, après la modernisation (dans l'agriculture) pour offrir aux siens le minimum de confort, le minimum de perspectives d'avenir, rien n'y fait. Les petites catastrophes arrivent toujours et sans la force de l'habitude la vie quotidienne serait un enfer.

Quelquefois la coupe est pleine et la colère déborde. On se met en grève, on manifeste, on apostrophe des patrons ou des ministres pour dire qu'on en a assez d'être traité comme des facteurs de production entretenus aux moindres frais. (Mais c'est alors que les travailleurs coalisés s'aperçoivent grâce à l'action des gendarmes

ou des C.R.S. que l'ordre et la paix décrits en termes si lyriques par le pouvoir, ce sont l'ordre et la paix du Capital, la sécurité et la liberté de l'exploiteur.)

Bien sûr, les capitalistes et les gouvernants font des concessions, quand ils sentent que la pression est vraiment trop forte. Après tout ce ne sont pas des sadiques qui tiennent à ce que le « tout venant » meure de faim ou de froid, lorsque les conditions économiques permettent de lui accorder des miettes de l'abondance. Mais il est un point sur lequel ils se montrent intraitables, à savoir la réduction des principaux producteurs de richesse à l'état de travailleurs salariés, de vendeurs de force de travail dont on tire du profit. Toute la stratégie de l'Etat capitaliste, tous ses actes tactiques vont dans cette direction et pour lui vouloir organiser la vie sociale selon des principes différents, c'est de la subversion pure et simple.

En réalité, les gouvernements capitalistes mènent une guerre sociale permanente pour que se maintiennent les conditions de l'exploitation, pour que les travailleurs ne puissent utiliser leur force collective pour transformer leur propre vie. On tolère dans ces hauts lieux que la classe ouvrière se donne des organisations corporatives, qu'elle fasse valoir ses intérêts les plus immédiats par le canal de représentants politiques, mais on fait tout pour limiter ses possibilités d'action, de coordination et pour empêcher qu'elle fasse prévaloir son point de vue sur les rapports sociaux. La paix sociale, que veulent les capitalistes, c'est une campagne de pacification permanente pour faire rentrer dans le champ du profit tous ceux qui s'y trouvent à l'étroit, et cela en combinant les moyens idéologiques, culturels et répressifs.

C'est ce que vient de nous rappeler Chaban-Delmas, avec beaucoup de franchise dans son intervention à l'O.R.T.F. et dans son discours lors des assises de l'U.D.R. à Montpellier. La situation ne permet certes pas au gouvernement de s'engager immédiatement sur la voie d'une réglementation plus rigoureuse du droit de grève, mais il est clair qu'il est décidé d'utiliser toutes les faiblesses actuelles du mouvement ouvrier pour le conditionner et lui faire perdre du crédit auprès d'une partie des masses. L'occasion pour mettre en œuvre cette orientation lui est évidemment donnée par le piétinement des syndicats, par le cloisonnement et la dispersion des luttes. Les propositions de contrat de progrès n'enthousiasment pas grand monde, mais nos gouvernants essayent de persuader les travailleurs du secteur public qu'il n'y a pas d'autre issue dans la conjoncture présente. Secteur par secteur le régime va essayer de décourager, de démoraliser les travailleurs.

C'est pourquoi il ne peut être question pour nous de nous réjouir du camouflet reçu par la C.G.T. Non seulement il rejait sur l'ensemble du mouvement syndical, mais il donne aussi un avantage politique à une équipe gouvernementale qui en avait bien besoin. Très clairement nous devons dire que les attaques bourgeoises contre le communisme totalitaire ne nous impressionnent pas et que nous les rejetons comme de méprisables manœuvres, malgré toutes les divergences qui nous séparent du P.C.F. En même temps cet échec doit être pour nous l'occasion de revenir sans cesse sur les questions fondamentales de stratégie des luttes, sur les erreurs commises en partant de constatations qu'à la guerre d'en haut il faut répondre par le combat permanent, acharné d'en bas.

Les violents conflits dans l'industrie aéronautique (SNECMA, SNA), la crise du Commissariat à l'Energie atomique et des grands centres de recherche, la grève contre les licenciements massifs à St-Etienne et dans d'autres villes, les grèves récentes de l'E.D.F. ont une même cause fondamentale : les mesures prises par le gouvernement pour résoudre les difficultés de l'économie française dans le sens voulu par les capitalistes. C'est aussi la cause de la colère des paysans qui ont perdu toute confiance dans les promesses gouvernementales.

L'objectif du gouvernement est en effet de combler le retard de la production française en imposant les solutions conformes aux intérêts des groupes privés les plus influents : concentration des entreprises encouragée par des faveurs fiscales, mainmise accrue du capitalisme américain sur les entreprises françaises, domination du commerce par les grands trusts de la distribution, contrôle croissant de la production agricole par les trusts internationaux des industries alimentaires, etc.

Pour atteindre cet objectif, le gouvernement doit à la fois livrer au capitalisme les activités publiques dont il peut tirer profit et rechercher chaque jour davantage le soutien des Etats-Unis. La déclaration de Maurice Schumann sur les « Etats-Unis, dernier recours de l'Occident », l'interdiction des manifestations et la mobilisation policière du 15 novembre sont, à cet égard, les signes visibles d'une subor-

dination accrue à la politique de Washington.

Une telle politique est évidemment incompatible avec les intérêts des masses populaires. Elle entraîne donc naturellement une révolte croissante, qui s'étend, au-delà de la classe ouvrière, à de nombreux groupes sociaux. Paysans et commerçants découvrent ainsi la complicité de leurs dirigeants traditionnels avec les forces capitalistes qui les oppriment.

Le gouvernement cherche à faire accepter cette politique au service de la grande bourgeoisie par des propositions de concertation et de dialogue. Il propose notamment l'actionnariat ouvrier et les « contrats de progrès », dans l'espoir d'intégrer les organisations syndicales dans l'appareil économique du capitalisme. Une telle manœuvre doit être prise au sérieux. Elle ne fait que dissimuler la réalité de la répression sous des appels à la solidarité nationale. Les intérêts des travailleurs et ceux de leurs exploiters capitalistes français ou étrangers ne sont pas conciliables. Entre les uns et les autres il ne peut pas y avoir de « dialogue » mais un affrontement dont l'issue dépend du rapport des forces.

C'est pourquoi les luttes ouvrières se durcissent de plus en plus : les travailleurs, dans leurs assemblées, choisissent les formes les plus offensives de lutte (manifestations, grèves de longue durée, occupation des lo-

Résolution de la D.N.P.

caux) plutôt que les formes traditionnelles (arrêts symboliques, délégations, etc.). C'est aussi pourquoi l'agitation paysanne remet en cause les formes d'organisation professionnelle. C'est pourquoi, enfin, les affrontements dans l'Université, sous la direction de l'U.N.E.F., dépassent le cadre des simples revendications.

Devant cette montée des oppositions à leur politique, le patronat et son Etat, par-delà les phrases creuses, sur une nouvelle société, ne peuvent recourir qu'à la répression policière, aux licenciements et à l'exercice d'une véritable terreur blanche dans l'Université.

Les attaques contre la C.G.T. dans le dernier discours de Chaban-Delmas, les menaces implicites contre l'ensemble du mouvement syndical en sont un nouvel exemple.

Une telle situation ne peut avoir d'issue que dans une perspective politique d'alternative socialiste. Le dépassement des luttes fragmentaires doit permettre de dégager une stratégie globale pour créer les conditions d'un renversement du pouvoir.

C'est pourquoi, dans l'ensemble des luttes où ils se trouvent engagés, les militants ouvriers du P.S.U. proposent la prise du contrôle ouvrier comme axe principal des actions à entreprendre. Quelle que soit la revendication en cause ou les raisons du mécontentement, les travailleurs doivent pouvoir

prendre, dans leurs assemblées, les décisions qu'elles appellent (réduction des cadences, répartition du travail, blocage des licenciements, etc.) et les appliquer eux-mêmes. L'affrontement avec le patronat se fait alors sur la base du fait accompli et non sur celle d'une simple revendication.

Sur le front des conflits agricoles, les militants paysans du P.S.U. doivent montrer dans les faits que la lutte de classes passe à l'intérieur de la paysannerie elle-même, entre les gros agrariens, alliés du capitalisme, et la masse des paysans exploités ; ils doivent faire comprendre aux agriculteurs en lutte qu'il n'y a pas d'issue à leur combat sans une alliance étroite avec la classe ouvrière.

C'est à travers ces actions, dans tous les domaines, que doit se forger l'unité nécessaire au débouché politique de la crise : unité des ouvriers dans leurs assemblées d'entreprise, unité des ouvriers, des paysans et des étudiants dans la coordination de leur lutte.

C'est à travers ces actions, par la confrontation dans la réalité des luttes de masses, que pourront se dégager une stratégie révolutionnaire efficace et les formes d'organisation qu'elle implique.

Le P.S.U. prendra toutes les initiatives nécessaires à tous les niveaux et d'abord à la base, pour que se réalise dans l'action l'unité des travailleurs pour renforcer et pour élargir leurs luttes et les mener à la victoire. □

Le choix européen de Pompidou

Rémy Grillault

Les chefs d'Etat du Marché commun sont réunis depuis lundi à La Haye pour examiner les problèmes « de l'achèvement, de l'approfondissement et de l'élargissement » de la Communauté européenne. Cette « relance européenne », annoncée à grands renforts de publicité, se tient à la demande de M. Pompidou. Il semble acquis que le gouvernement français, à condition d'obtenir satisfaction sur les problèmes du « règlement financier agricole », soit désormais prêt à envisager favorablement l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

A la remorque de Washington

Sur ce point, le général de Gaulle justifiait son veto par des raisons politiques et financières : l'Angleterre restait atlantiste et pro-américaine. La vulnérabilité de la livre et de la balance des paiements ne pouvait lui permettre de pratiquer une politique d'« indépendance nationale ». De cela, rien n'a changé. La politique étrangère anglaise reste dans tous les domaines — Vietnam, OTAN, Proche-Orient — à la remorque de Washington. M. George Brown, l'une des têtes du parti travailliste, n'hésite pas à recommander aux citoyens américains « de ne plus pleurer les victimes des G.I.'s au Vietnam et de poursuivre leur lutte au nom de la liberté ». Il n'encourt pour cela aucune sanction de son parti... D'autre part, la situation financière britannique, toujours précaire, n'a pu être améliorée qu'au prix d'une brutale politique d'austérité : blocage systématique des importations et des salaires. Les investissements américains en Angleterre représentent toujours 20 % des investissements totaux. C'est le plus fort pourcentage d'Europe.

Comment, alors, s'expliquer que Georges Pompidou, au mépris du principe fondamental de la diplomatie gaulliste, « l'indépendance nationale », se présente à La Haye en demandeur ? C'est que les contraintes de politique intérieure rejoignent, depuis mai 1968, les exigences des rapports internationaux entre grandes puissances capitalistes. La situation de l'Angleterre n'ayant pas changé — soumission totale à l'impérialisme dominant des Etats-Unis —, c'est en fait la situation de la France qui détermine le choix de Georges Pompidou.

Une fuite en avant

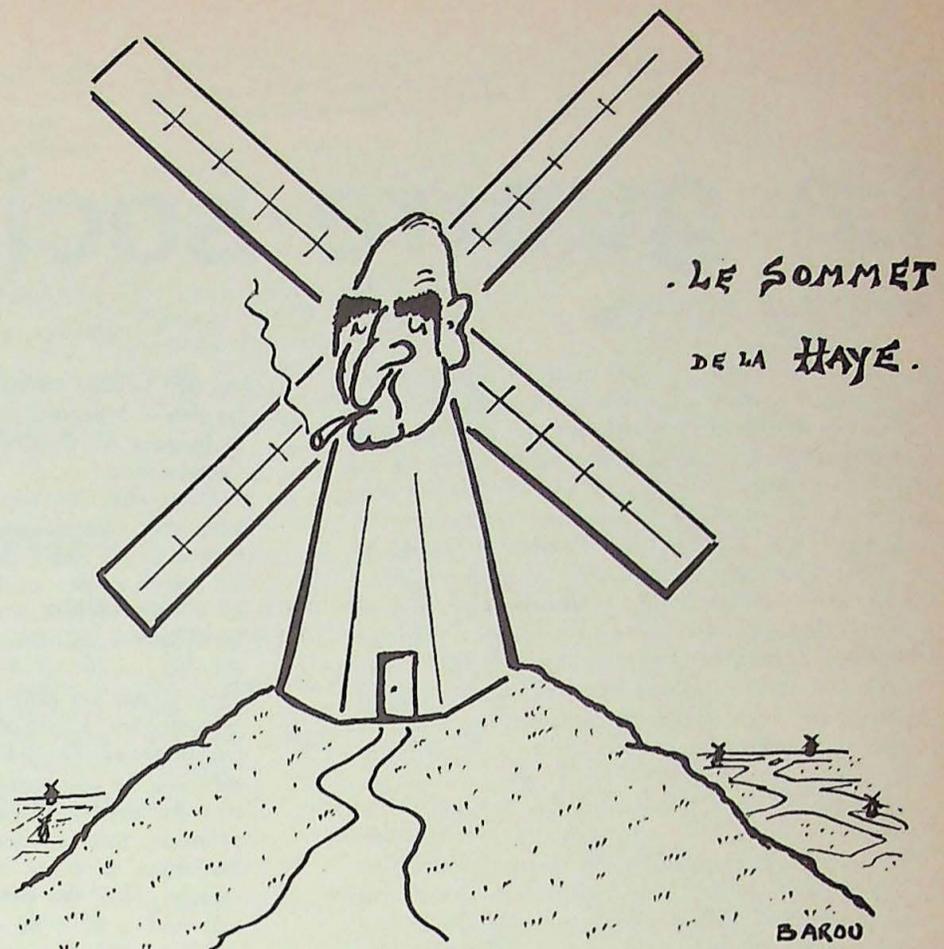
Les successeurs du gaullisme veulent, par un projet « européen » susceptible de satisfaire leurs alliés centristes, dissimuler des problèmes réels de la politique intérieure. Aux revendications ouvrières et étudiantes s'ajoute, désormais, le mécontentement des petits commerçants et des paysans victimes de la concentration capitaliste. Le déploiement des forces de police à Paris et la dénonciation télévisée de la « subversion » ne peuvent suffire à raffermir l'assise sociale du régime. A la recherche de ce que Chaban appelle « un supplément d'âme », le gouvernement n'aura trouvé qu'à ranimer l'idéal européen le plus élimé.

La France est, en outre, en position d'infériorité dans la concurrence des économies capitalistes : les risques de spéculation des capitalistes français ou étrangers contre sa monnaie, l'infériorité technologique et structurelle de l'organisation industrielle sont des facteurs permanents de faiblesse. En dépit de ce handicap, le gaullisme avait voulu se mettre au premier rang du combat des puissances capitalistes secondaires contre l'impérialisme dominant des Etats-Unis. Il n'a pu s'y maintenir qu'en imposant à la classe ouvrière un taux aggravé d'exploitation. Mais il n'a su ni donner des bases économiques et techniques réelles à sa politique dite de « grandeur » ou d'« indépendance » ni éviter le réveil de la combativité des travailleurs.

Georges Pompidou a, pour sa part, tiré les leçons de cet échec : après avoir assuré la survie du gaullisme, en consentant à Grenelle des hausses importantes de salaires, il s'emploie, depuis son accès au pouvoir, à reprendre d'une main — par la politique d'austérité dont les travailleurs font les frais — ce qu'il a dû donner de l'autre. Il lui reste, maintenant, à rassurer le capitalisme international en renonçant aux manifestations formelles d'indépendance et en favorisant systématiquement, par la relance européenne, le jeu international des grands monopoles.

Les victimes de l'Europe

Mais Georges Pompidou sait aussi qu'il doit compter avec ceux qu'une telle politique menace le plus directement : les tenants des



formes archaïques de production. Ce n'est donc pas un hasard si, à La Haye, il mettra pour prix à son adhésion à l'ouverture du Marché commun l'adoption d'un règlement financier agricole favorable à ses vœux. A la différence du « Rapport Vedel » ou du « Plan Mansholt » qui la prévoient explicitement, il s'agit de préparer sans le dire la mort des petits exploitants agricoles. Pour que la modernisation du capitalisme français — baptisée « nouvelle société » — se fasse au plus vite, le pouvoir accepte que la Grande-Bretagne entre dans le Marché commun. Mais pour que cette modernisation se fasse sans trop de heurts et que les agriculteurs n'aient pas l'impression d'être sacrifiés, il exige le renforcement du système de protection agricole par les prix. Cela signifie que, comme dans le passé, le revenu des agriculteurs capitalistes sera ménagé par le maintien de prix artificiellement élevés et mis, en définitive, à la charge des travailleurs et des consommateurs. En outre, cette forme de soutien qui ne permet

même pas aux petits exploitants de faire face à leurs problèmes de reconversion continuera à être dans sa majeure partie captée par les grands agrariens et les capitalistes de l'agriculture. Quand la domination du grand capital sur ce secteur sera définitivement installée, il sera sans doute temps d'annoncer aux petits agriculteurs qu'ils sont victimes d'une évolution technique « inéluctable ».

Les grands monopoles français auront alors accru leur puissance, renforcé leurs liens avec les groupes financiers internationaux, et amplement bénéficié du Marché commun élargi. Les industriels français se déclarent unanimement favorables à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Sans doute pensent-ils tirer avantage sur le marché anglais du taux d'exploitation que le gouvernement les aide à conserver. Faut-il rappeler que les ouvriers français sont, en Europe, ceux qui ont la plus longue durée et la plus forte productivité de travail et qu'en retour ils ont, avec les Italiens, les plus bas salaires ?

SKI ET CULTURE

● MEIJE 2000 - Séjour jeune

Fin décembre à fin avril.
(Réservé aux bons skieurs.)

● SUP DEVOLUY

Début janvier à début avril.

● TCHECOSLOVAQUIE - Hautes Tatras.

Noël (12 jours)	760 F
Mardi Gras (7 jours)	680 F
Fin février (10 jours)	720 F
Pâques (15 jours)	820 F

Une semaine	160 F
Haute saison	196 F
Paris/Paris	320 F

● TIGNES	
12 jours Noël	384 F
Paris/Paris	504 F

● Séjours vacances scolaires :
Sauze-d'Oulx, Les Deux-Alpes,
Méribel-les-Allues, Sestrière.

Renseignements et inscriptions : DECOUVERTE ET CULTURE
94, rue Notre-Dame-des-Champs — Paris-6^e

RÉPONSE à Georges Séguy...

Monsieur Georges SEGUY,
Secrétaire Général de la
Confédération Générale du Travail

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai bien reçu votre deuxième lettre et vous en remercie. Si je pense que ma réponse du 13 octobre réglait le problème de la responsabilité du P.S.U. au sujet du texte que vous incriminiez, c'est très volontairement que je n'étais pas revenu en détail sur le fond de notre position en ce qui concerne les relations entre partis et syndicats, autrement qu'en évoquant la thèse 13 adoptée à notre Congrès de Dijon, qui reste la base de notre approche théorique de ce problème, et qui constitue en elle-même une première réponse de fond aux questions que vous posez. Mais ce même problème était, pour étude plus approfondie, à l'ordre du jour de notre Conseil national des 31 octobre, 1^{er} et 2 novembre derniers.

Vous trouverez ci-joint un exemplaire de la résolution générale adoptée à ce Conseil et dont la fin de la première partie aborde le problème évoqué.

J'imagine que le texte cité doit vous donner pleine et entière satisfaction. Nous y insistons en effet sur la nécessité pour les militants politiques de respecter la démocratie et la discipline syndicales, mais nous mettons en évidence également que l'action syndicale joue un rôle dans la contestation du capitalisme et qu'elle a dès lors une signification politique.

Il nous semble alors nécessaire de reconnaître la légitimité de l'engagement des militants politiques dans le mouvement syndical et leur droit d'y mener le débat au nom des idées qui leur paraissent justes, sans mettre en cause l'exercice de la démocratie syndicale, mais sans non plus taire le fait qu'il y a convergence inévitable de la lutte syndicale et de la lutte politique.

Nous rejetons toute idée de subordination du syndicat au parti par des manœuvres politiques subtiles et nous souhaitons que naisse dans l'ensemble du mouvement ouvrier, et notamment dans ses organisations syndicales, la discussion entre les différentes orientations dont peuvent se re-

commander les militants d'une même centrale syndicale.

Vous êtes, Monsieur le Secrétaire général, bien placé pour souhaiter que le mouvement syndical préserve la dignité de sa tradition, la valeur de son expérience démocratique et la solidité de sa discipline. Mais, en votre qualité de membre du Bureau politique du Parti communiste français, vous êtes certainement de ceux qui souhaitent en même temps que le mouvement syndical ne s'ouvre pas à on ne sait quel apolitisme, forcément de droite.

Il nous semble donc qu'au moins en ce qui concerne les procédures et les formes d'organisation, nous devrions pouvoir rencontrer un profond accord, quitte à mener de manière loyale le débat au fond sur les problèmes d'orientation.

Comme vous le savez, les militants du P.S.U. syndiqués à la C.G.T. mènent ce débat dans le respect des règles statutaires de leur organisation. Puisque nos correspondances ont donné à ce débat un écho national, je puis vous assurer que votre dernière lettre et la présente réponse seront publiées dans « Tribune Socialiste », et nous estimons tout à fait normal que vous la publiez dans la « Vie Ouvrière ».

Le Bureau national du P.S.U. renouvelle d'autre part la suggestion qu'il vous faisait dans sa précédente lettre, visant à mandater une délégation compétente pour rencontrer une délégation de votre Bureau confédéral afin d'évoquer dans les délais que vous jugerez souhaitables, les actions communes qu'il est possible à nos deux organisations de mener sur des objectifs déterminés ensemble.

Je me permets d'ailleurs de vous rappeler qu'il s'agira seulement là d'une reprise de contact, et non d'un précédent.

En effet, la première instance qui au P.S.U. aborda ces problèmes fut notre Conseil national des 30 et 31 mars 1968. Comme suite à ces travaux, je vous avais fait parvenir les résolutions adoptées à l'époque, en même temps que notre souhait d'en discuter avec votre Bureau confédéral. C'est ce qui fut décidé et j'eus la satisfaction de conduire le 2 mai 1968 une

délégation du Bureau national du P.S.U. qui put avoir un échange de vues très riche avec une délégation du Bureau confédéral de la C.G.T. Cet échange, resté sans suite, ne fut pourtant pas à mes yeux inutile.

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire Général, à l'assurance de mes meilleurs sentiments socialistes.

Michel Rocard,
Secrétaire National du P.S.U.

...et à Edmond Maire

Au Bureau de la Fédération des
Industries Chimiques
de la C.F.D.T.

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre lettre du 23 octobre ainsi que la résolution jointe et vous en remercions.

Nous avons préféré ne vous répondre qu'après délibération de notre Conseil national puisqu'elle traitait de ce problème.

En décidant de rendre publique cette correspondance et cette résolution avant notre Conseil national, vous avez choisi d'intervenir de manière concertée au sein même des débats de notre Conseil.

Nous ne nous en formaliserons pas : votre démarche constitue une manière utile de faire avancer les débats dans le mouvement ouvrier français et nous croyons fondamentalement sain que les problèmes de fond soient abordés franchement, de manière ouverte par les organisations responsables.

Sur le problème dans son ensemble, la résolution adoptée par notre Conseil national donne une nouvelle expression plus précise peut-être que la précédente à la position du P.S.U. Si cette expression nouvelle n'est pas sans doute de nature à vous donner satisfaction, il reste qu'elle permet de réfléchir de manière plus précise à ce qui nous sépare.

Le débat prend ainsi son véritable caractère : politique et non juridique. Il nous paraît incontestable que l'évolution du capitalisme donne à l'action syndicale une signification politique accrue.

Les syndicats ne sont plus seulement confrontés à des politiques patronales, appuyées plus ou moins par les gouvernements, en réalité ils doivent affronter de plus en plus souvent le pouvoir d'Etat lui-même.

L'Etat capitaliste d'aujourd'hui intervient en effet de façon permanente pour limiter, voire contrôler les augmentations de salaires, pour fixer les cadres où doit se tenir l'action syndicale et pour défendre l'autorité patronale. Inévitablement, il tend à restreindre l'indépendance et les possibilités d'action des syndicats pour redonner du champ au profit capitaliste, tout cela sous le couvert de la participation ou de la concertation. La politique de rentabilité du secteur public pratiquée en France en est un éloquent témoignage.

Nous croyons que, pour faire face à une telle situation, les efforts convergents du secteur politique et du secteur syndical du mouvement ouvrier sont nécessaires. Mais la complémentarité de l'action politique et de l'action syndicale ne peut à notre avis se traduire par une division du travail qui laisserait aux partis les joutes électorales et parlementaires, tout en cantonnant le syndicalisme dans l'entreprise. N'est-ce pas une conception de ce type qui a conduit le mouvement ouvrier français aux difficultés qu'il connaît depuis des années ? Les partis se réclamant du socialisme, sans liens permanents, sans échanges fructueux avec la base dans les entreprises, se sont peu à peu enfermés dans le jeu des coalitions électorales fragiles et éphémères ; et bien entendu, incapables de prendre en charge les aspirations les plus profondes des masses. Faut-il s'étonner après cela que les syndicalistes aient à se plaindre de l'absence de prolongement politique aux grandes luttes revendicatives des travailleurs ?

Lorsque la question du pouvoir d'Etat a été posée en Mai 68, malgré nos efforts, les vieilles habitudes des organisations politiques qui se veulent socialistes, leurs

stratégie des luttes le débat continue

étroites préoccupations tactiques ont permis au régime de se resaisir et à aucun moment le mouvement syndical n'a songé à suppléer à cette carence. Nous ne songeons pas à le lui reprocher, car il est clair que les centrales syndicales doivent tenir compte de la diversité de leurs membres, des différences qui existent entre eux sur les problèmes politiques. Mais cela revient à dire précisément que l'état actuel des rapports entre partis et syndicats doit être fondamentalement changé, car en effet, le problème qui s'est trouvé posé à ce moment et qui se pose maintenant avec acuité est celui de la direction des luttes dès que celles-ci prennent une signification de nature politique.

Nous pensons, et nos résolutions de congrès ont insisté sur cette idée, que le mouvement syndical mène des actions qui ont une in-

cidence politique, qu'il doit être complètement maître du choix de ces actions, et qu'il lui appartient de définir souverainement la stratégie politique dont elles découlent. Mais nous ne croyons pas que le mouvement syndical ait vocation à participer directement à la prise et à l'exercice du pouvoir. Bien au contraire, nous pensons que l'autonomie du mouvement syndical, le refus de son intégration dans la gestion des entreprises, et le maintien du droit de contestation et de grève sont des éléments fondamentaux qui doivent préserver la société socialiste de toute dégénérescence bureaucratique. De cette position découlent pour nous deux conséquences essentielles :

D'une part, les modalités d'exercice du contrôle ouvrier doivent être distinguées dès maintenant de l'action de revendication et de lutte du mouvement syndical, faute de quoi on s'orienterait irrémédiablement vers un syndicalisme gestionnaire **car telle est la logique de votre conception du monopole syndical sur tout ce qui se passe dans l'entreprise.**

D'autre part, si le mouvement syndical n'a pas vocation à être partie prenante à la prise du pouvoir, il est clair qu'il ne peut être seul à diriger les luttes qui se déroulent pour réaliser cet objectif. Or, les principales de ces luttes sont celles qui se déroulent sur les lieux de la production, toutes les autres, et notamment les luttes électorales, n'en étant que des traductions plus ou moins décalées. Cela suppose que les partis socialistes s'organisent sur les lieux mêmes de la production, y mènent leur tâche d'explication politique, et se concertent avec le mouvement syndical sur l'orientation stratégique des luttes puisque celles-ci sont menées en commun. Le débat interne du mouvement syndical sur ses orientations s'enrichira d'ailleurs de pouvoir prendre en considération différentes orientations politiques qui font l'objet de débats dans les partis.

Votre refus de voir le P.S.U. organiser des groupes d'entreprises ne peut avoir que quatre significations possibles :

— ou bien vous pensez que le mouvement syndical entend lui-même prendre et exercer le pouvoir. Auquel cas le débat serait grandement éclairé si vous le disiez publiquement ;

— ou bien vous ne pensez pas que le mouvement syndical doit prendre le pouvoir, mais vous vous recommandez de la tradition anarchiste et niez toute autre forme de

pouvoir que l'organisation collective des producteurs ;

— ou bien vous considérez que la prise du pouvoir sera le fait des forces politiques socialistes après de dures luttes de classes, mais il vous suffit pour en examiner les conditions et choisir votre orientation de la discuter avec le seul parti implanté jusqu'à présent dans les entreprises, le Parti Communiste Français, quitte à reconnaître ce monopole ;

— ou bien vous pensez comme nous que la prise du pouvoir, quelles qu'en soient les formes et même dans le cas où une élection en est une étape essentielle, ne peut que résulter d'une généralisation des luttes de classes, vous pensez que le parti communiste ne sera pas seul à mener cette lutte et à prendre le pouvoir, mais les autres partis socialistes devraient n'être pour vous que le reflet électoral des intérêts des travailleurs dont vous êtes seuls représentants directs puisque seuls organisés sur les lieux de la production. Dans ce cas, la courroie de transmission devrait jouer en sens inverse, le parti étant l'outil électoral au service des travailleurs organisés dans le mouvement syndical.

Il n'y a pas d'autres conclusions logiques possible à votre position. Vous comprenez fort bien que nous ne pouvons être d'accord avec aucune de ces conclusions. Nous vous confirmons donc que le P.S.U. continuera à développer ses groupes d'entreprises qui sont un des moyens essentiels pour parvenir à une direction concertée des luttes, entre les forces politiques et les forces syndicales.

Nous voudrions d'ailleurs ajouter que la situation précédente, qui comportait une mauvaise division du travail entre forces politiques et syndicales, était tout à fait propice au fonctionnement de la courroie de transmission. Le syndicat sera vivifié par des débats politiques venant des entreprises elles-mêmes. Il pourra vérifier, sur la base de sa propre expérience, le bien-fondé des diverses stratégies ou tactiques politiques. Sinon, il se soumettrait aux risques de pressions dans le sens de l'engagement ou de la modération selon le cas, de la part des seuls dirigeants politiques, depuis le sommet des partis, en dehors de tout contrôle démocratique. Pour notre part, ce que nous reprochons à nos camarades communistes, ce n'est pas d'être présents dans les entreprises, mais d'y défendre une sorte de monopole d'organisation et de freiner tous les débats sur les formes de lutte, sur les moyens que la base doit se donner pour s'affirmer véritablement contre le capitalisme.

Notre condamnation de la courroie de transmission, des manœuvres bureaucratiques et du noyautage n'a donc rien d'une habileté

tactique, elle veut aller au fond de la question.

En fait, nous pensons que l'engagement syndical et l'engagement politique doivent être complémentaires à tous les niveaux, notamment au niveau de la production. Cela implique évidemment que des militants politiques, membres de groupes d'entreprises, soient aussi des militants syndicaux, mais nous ne voyons là rien qui menace l'indépendance syndicale. Le double engagement, dans le respect de la démocratie syndicale comme de la démocratie du parti, fait toucher du doigt aux militants qui sont concernés la complexité des problèmes, la vanité d'une action politique qui voudrait imposer par la simple propagande, sans confrontation dans la pratique, les thèmes du programme socialiste.

Il peut permettre également une collaboration plus étroite entre militants syndicaux et militants politiques dans les luttes de masses, les uns et les autres étant amenés à faire des expériences communes.

En œuvrant dans ce sens, nous pensons œuvrer au renforcement du syndicalisme en le rendant plus apte à résister aux pressions politiques extérieures.

Ceci ne nous paraît pas du tout secondaire, si l'on se place dans la perspective d'une société de transition vers le socialisme.

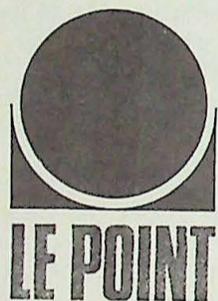
Après la prise du pouvoir, le syndicalisme doit conserver une capacité intacte de contestation et de revendication, y compris au niveau de l'entreprise autogérée, mais il ne pourra le faire que s'il a la force de refuser la subordination au nouveau pouvoir, ce qui n'est possible que s'il est politiquement majeur et en état de faire comprendre aux militants politiques les dangers de déformation bureaucratique que comportent telle ou telle mesure ou l'évolution de telle ou telle institution.

Tel est, chers camarades, l'ensemble des questions qui nous paraissent être soulevées par votre démarche. Vous voyez qu'il porte sur des problèmes essentiels. Cette discussion intéressante l'ensemble du mouvement ouvrier, nous croyons qu'il est bon que votre réponse prenne la même forme écrite et publique. Mais cela ne doit pas empêcher les Bureaux de nos deux organisations de se rencontrer afin d'approfondir le débat si vous le jugez souhaitable.

Croyez, chers camarades, en nos meilleurs sentiments socialistes.

Pour le Bureau national du P.S.U. :

Michel Rocard.



No 5

EN VENTE A PARTIR DU 4/12

FRANCE : Médecine / Logement
BELGIQUE : Citroën en lutte.
ITALIE : Les Premiers Pas.

BLACK PANTHER

AND

AMERICAN REVOLUTION

CLEAVER

etc.

Mensuel : 2 FF

en vente chez tous les libraires.

(T.S. 1)

ENVOYEZ CE BON AUJOURD'HUI
MEME AUX EDITIONS « LE POINT »
FRANCE :

17, RUE PASCAL, PARIS-5^e

NOM, PRENOM :
ADRESSE :

Je joins à ce bulletin un chèque
bancaire, ou un chèque postal,
d'un montant de F. France :
pour les éditions « Le Point »

A Toulouse, Tarbes, St-Etienne, les conséquences des fusions-concentrations des entreprises restent de même nature que celles de la S.N.E.C.M.A., S.N.A., St-Gobain, etc. Ce sont toujours les travailleurs qui trinquent.

Mais cette « logique » politique du régime se heurte de plus en plus violemment à la colère ouvrière, comme dans les autres secteurs.

Ce qui est particulier à ces conflits, c'est la menace, au-delà des usines, qui pèse sur l'avenir économique régional : la crise de l'aéronautique et de la chimie de l'azote devient la crise de la région toulousaine, et les concentrations dans la métallurgie retentissent sur toute la Loire et les Hautes-Pyrénées.

Il y a là une nouvelle raison pour nous de faire passer dans les faits la résolution de la D.P.N. appelant les militants du P.S.U. à faire tous leurs efforts pour que les luttes se généralisent et surtout pour assurer la coordination des combats des ouvriers, des paysans et des étudiants.

Se battre pour prendre le contrôle ouvrier dans les entreprises c'est se battre aussi pour que se réalise la solidarité avec les autres travailleurs, et, au-delà, avec toute la population concernée.

La dimension régionale des luttes reste l'aspect principal des dernières actions, à nous de lui donner toute sa signification et de préparer l'affrontement à un niveau plus élevé.

A. BEHAR.

Toulouse

Menaces de licenciements

De notre correspondant

Pour la quatrième fois en moins d'un mois, à l'appel de l'ensemble de leurs organisations syndicales, les travailleurs de l'A.P.C. (1) ont manifesté dans les rues de Toulouse pour le maintien de l'emploi et contre les décisions de licenciement et de mutations annoncées par la direction.

- le 24 octobre : blocage pendant plusieurs heures de la route d'Espagne par l'ensemble du personnel ;
- le 4 novembre : action de masse à la préfecture de Toulouse, 1.500 travailleurs avertissent solennellement le préfet et le conseil général de leurs revendications ;
- le 6 novembre : action de masse à l'intention de Michel Debré en visite d'inauguration à Sup'Aéro ; une délégation syndicale est reçue et informe le ministre ;
- le 18 novembre : manifestation de masse dans les rues de Toulouse. Les délégations syndicales sont reçues à la Chambre de commerce, à la mairie, à la préfecture. Parallèlement, les délégués interviennent à l'O.R.T.F. et au journal local « La Dépêche » pour demander une information objective et soutenue sur les revendications des travailleurs de l'A.P.C.

Après ces revendications destinées à informer les pouvoirs pu-

blics, et dans le cadre de la « concertation permanente » promise par le gouvernement promoteur de la « société nouvelle », le bilan reste négatif : 600 emplois à supprimer par licenciements ou mutations en Alsace à partir de janvier prochain, soit environ un millier d'emplois supprimés si l'on tient compte du plan de dégageant qui prévoit 200 suppressions d'emplois par an (pendant trois ans par mise à la retraite anticipée).

Bien entendu, pour la direction, ces licenciements s'expliquent : il suffit d'invoquer les difficultés financières. Nous préférons, quant à nous, apporter une explication plus réaliste : c'est par sa désastreuse et aberrante politique d'investissements, dénoncée et combattue par le C.E. et les syndicats dès qu'ils eurent connaissance, que la direction des industries chimiques a conduit l'A.P.C. à la faillite financière. En effet, les origines et les causes de ces difficultés financières se retrouvent essentiellement dans les décisions de la direction d'investir en participations avec les groupes privés dans la construction des usines de Basse-Seine ou d'Alsace, au détriment des investissements qui auraient dû normalement trouver leur utilisation à Toulouse.

A cette carence des investissements sur l'usine de Toulouse, il faut ajouter le refus par la direc-

tion d'envisager une diversification des fabrications qui aurait permis la création à Toulouse d'ateliers complémentaires.

Les difficultés actuelles sont donc le résultat d'une politique de démantèlement et d'abandon, due essentiellement à la prise en considération des seuls intérêts capitalistes et financiers des groupes privés de la chimie des engrais azotés (Péchiney - Saint-Gobain - Pierrefitte - Dullman...). Les seuls critères capitalistes de rentabilité, productivité ou mobilité du personnel ont présidé à l'élaboration du projet de construction des usines de Basse-Seine ou d'Alsace. L'avenir de l'usine de Toulouse et parallèlement les problèmes humains et sociaux ont été gravement négligés.

Par leur manifestation de masse, les travailleurs de l'A.P.C. ont dénoncé la carence des pouvoirs publics et la collusion de la direction des industries chimiques avec les sociétés privées au détriment des travailleurs de l'industrie chimique nationale ; et refusent la violation pure et simple par la direction des accords du 6 juin 1968, arrachés pendant les luttes de mai, et sont décidés à durcir leur action pour faire aboutir leur propre plan de redressement. □

(1) Usine Azote-produits chimiques.



D. R.

Alpes - Maritimes

Une action payante

Les licenciements se multiplient sur la Côte d'Azur. Les hôpitaux ont renvoyé 391 travailleurs. Les faillites se succèdent. A Cannes, en septembre, les établissements Chalvet fermaient leurs portes. Ces jours-ci de nouveaux chantiers arrêtent à Cannes et à Grasse. A chaque fois c'est le même scénario : les patrons s'enrichissent par la spéculation en laissant des ardoises considérables à la Sécurité sociale. Eux-mêmes ont mis à couvert leurs capitaux en créant des entreprises parallèles. Aux travailleurs de faire les frais de la faillite : ils perdent leur emploi sans préavis et ont toutes les peines du monde à faire payer les indemnités, voire même leurs arriérés du salaire.

Ces jours-ci, nouvel exemple typique chez ALMES (boutons Nacryl) : La Trinité. La gestion technique est lamentable : par exemple le patron gaspille 20 ou 30 millions pour aménager en « machines-transferts » des machines qui ne produiront rien. Bien entendu les travailleurs n'ont pas leur mot à dire. Depuis plusieurs années, l'entreprise survit en tirant ses prix. Elle y parvient en ne payant ni les impôts (les contribuables paieront à sa place) ni la Sécurité sociale (les travailleurs paieront à sa place). Comme elle doit 90 millions à l'U.R.S.S.A.F., celle-ci l'a fait mettre en liquidation judiciaire. Une entreprise se propose pour reprendre l'affaire : c'est la SECOM,

entreprise parallèle constituée par le patron, pour récupérer la première. Finalement ceux qui doivent être liquidés, ce sont les travailleurs. On en reprendra une partie, en éliminant les fortes têtes et en ne payant pas les indemnités (les droits des créanciers passent avant ceux des travailleurs). Combien seront repris ? C'est à la fantaisie du patron : le chiffre varie chaque jour, pour se fixer finalement à 53 sur 98, sur décision (paraît-il) du syndic.

Le patron dit tout haut qu'il regrette l'importance des licenciements : il aurait préféré procéder par petits paquets pour que ça ne fasse pas de vagues.

Mais précisément, malgré l'absence d'organisations et des traditions de lutte, les travailleurs ont réagi. Ils ont occupé l'entreprise et exigé la reprise de tout le personnel, quitte à accepter les diminutions d'horaires. Ils ont commencé à sentir l'importance de la solidarité et de l'appui des autres travailleurs (la C.F.D.T. les a soutenus à fond). L'action paye : lundi 24, ils ont obtenu la reprise par la SECOM de l'ensemble des salariés sur la base de quarante heures — y compris des derniers embauchés. Les travailleurs se syndiquent aujourd'hui, c'est bien. Mais la lutte n'est pas finie. Malgré les garanties qu'ils ont arrachées, les travailleurs n'obtiendront le respect de l'accord que par l'action et la solidarité : si le

patron veut licencier « par petits paquets », à eux de s'y opposer directement comme ils viennent de le faire. Aux boutons Nacryl comme chez Chalvet, les travailleurs doivent exiger l'ouverture des livres de comptes : ils sont au moins aussi intéressés que les créanciers à connaître la gestion dont dépend leur gagne-pain.

Les travailleurs des Alpes-Maritimes sont concernés par ce qui se passe chez Nacryl. D'autres maisons en sont au même point, comme S.I.C.M.A. La réponse des travailleurs doit être la même. C'est l'orientation du contrôle ouvrier que défend le P.S.U.

Correspondant

Tarbes

La lutte chez Alsthom

Si vous aviez la chance d'avoir entre les mains un exemplaire numéroté de l'ouvrage « Regards sur les Hautes-Pyrénées » préfacé par le préfet, M. Barbier, vous pourriez éprouver une certaine fierté d'être bigourdan. En effet, à en croire les auteurs des différents articles, tout va pour le mieux chez nous. En particulier l'activité économique nous est présentée sous les meilleurs auspices. Dans la métallurgie par exemple, saviez-vous que l'usine de Tarbes de la société Alsthom avec les 2.100 personnes qui y sont occupées, avec son potentiel d'un millier de machines-outils, sa superficie de 195.000 m², compte parmi les établissements les plus importants du Sud-Ouest ?

La société Alsthom possède cinq usines en France : Belfort, Saint-Ouen, Grenoble, Roubaix, Tarbes. L'usine de Tarbes comprend deux groupes indépendants : le groupe des fabrications de traction et le groupe diesel-fonderie.

Le groupe des fabrications de traction construit les moteurs, génératrices, alternateurs destinés à équiper les 130 locomotives électriques et diesel-électriques qui constituent le programme de fabrication annuel de l'usine de Belfort. 60 % de la production vont à la consommation intérieure, 40 % à l'exportation.

Le groupe diesel-fonderie fabrique des moteurs Diesel à refroidissement par air à injection directe et des groupes électrogènes. La fonderie a une capacité de coulée de fonte mensuelle de 250 à 300 t ; elle fond également des alliages légers dans 5 fours de 250 kg chacun.

Bref aux dires des officiels, l'usine de Tarbes de la société Alsthom fournit « à une proportion notable de la population de la région une source de prospérité ».

Mais en réalité

Pourtant un conflit grave vient d'opposer les travailleurs de l'usine Alsthom à la direction. On trouve l'origine du conflit dans une revendication des horaires tarbais

qui depuis longtemps réclament la parité des salaires avec Belfort. Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T., qui ont mené et contrôlé la lutte, expliquent clairement les raisons du mécontentement. Après de multiples réclamations, la direction de l'Alsthom, dont le P.D.G., M. Glasser, a son siège à Paris, reconnu en juin 1968 cette disparité de 9 % des salaires entre Tarbes et Belfort et s'engagea à la faire disparaître par étapes. C'est ainsi que 3 % furent payés en juillet 1968, 2 % en avril 1969. Les 4 % restants devaient être liquidés en juillet 1969. Mais les travailleurs de l'entreprise, malgré leurs réclamations renouvelées, attendent toujours. Pourtant les chiffres sont là : l'heure de travail est payée 82 anciens francs de moins à Tarbes qu'à Grenoble, et 21 anciens francs de moins qu'à Belfort.

Devant le refus de la direction de tenir ses engagements, les travailleurs, justement insatisfaits, déclenchent, le 13 novembre, une grève d'avertissement de 24 heures qui n'ébranle en rien l'attitude du P.D.G. Les ouvriers résolus adoptent alors une forme de lutte originale en réduisant la productivité. La maîtrise, en particulier les bureaux d'étude, se joignent à cette forme de combat. Les cadres se montrent plus réservés dans l'action.

L'engrenage de la répression

Insensible, la direction de l'usine décide alors d'engager le processus de la répression en projetant de décapiter l'état-major syndical de la C.G.T. Première mesure le 17 novembre : 7 délégués syndicaux et 4 ouvriers reçoivent des lettres de mise à pied allant de 3 à 8 jours. Motif : prise de parole dans l'enceinte de l'entreprise. La riposte ouvrière est immédiate : grève avec occupation des ateliers décidée et appliquée le lendemain. Le préfet offre ses bons offices, reçoit une délégation syndicale et promet d'intervenir auprès du P.D.G. à Paris, à condition que l'occupation des locaux cesse. Son

action sera inefficace. Cependant par mesure d'apaisement une assemblée générale des travailleurs décide le 20 au matin de poursuivre la grève mais de mettre fin à l'occupation des locaux. La tension monte dans les entreprises du département. Des motions de solidarité sont votées. Rien n'ébranle la détermination de la direction de l'Alsthom. Au contraire, le 20, dans un communiqué de presse elle annonce qu'elle engage le processus de licenciement de huit délégués de la C.G.T. Prétexte : les délégués mis à pied ont pénétré dans l'établissement le 18 au matin. Un responsable C.G.T., délégué au 37^e congrès, donc absent pendant les premiers jours du conflit, reçoit à son tour un avis de licenciement. En même temps le directeur Faisandier tente de faire pression sur les familles en leur envoyant une lettre hypocrite et menaçante.

L'émotion et la colère montent dans tous les milieux ouvriers. Le 22, la solidarité se manifeste un peu partout par des débrayages allant d'une demi-heure à une heure. La métallurgie dans son ensemble lance un mot d'ordre de grève d'une heure pour le mardi 25 novembre. Le directeur de la main-d'œuvre et du travail lui-même déclare le 22 : « Je crois qu'il faut voir plus loin que le conflit en lui-même (une demande d'augmentation de 4 %). Il est très rare sur le plan français de voir comme ici une direction s'opposer et s'attaquer systématiquement à des délégués d'entreprise et du comité d'entreprise. C'est là une lutte qui dépasse le plan régional et que personnellement je trouve grave. » Surpris et inquiet de ses propres déclarations il devait les rectifier le lendemain.

L'action du P.S.U.

Durant les premiers jours du conflit, la Fédération P.S.U. n'intervient pas pour ne pas gêner les négociations. Mais dès que le patronat entame le cycle de la répression et que la lutte devient politique, elle prend publiquement position en dénonçant le mirage de la société nouvelle, en ramenant le problème sur son véritable terrain, celui de la lutte des classes et en proposant comme elle l'avait fait il y a un an aux organisations politiques de gauche la création d'un Comité d'action et de soutien contre les licenciements et le chômage qui devrait prendre dans l'union toutes les mesures de riposte qui s'imposent. Elle imprime et distribue également à 8.000 exemplaires un tract axé sur le thème du contrôle ouvrier.

Le thème du contrôle ouvrier prend aujourd'hui dans les H.-P. un éclairage nouveau. Jamais les travailleurs n'en ont senti autant la nécessité. Les communiqués de l'U.D.-C.F.D.T. prouvent d'ailleurs que c'est à ce niveau-là que l'on portera les coups les plus durs au capitalisme public ou privé.

Correspondant

Le conflit de Manufrance

De notre correspondant

A l'image de ce qui s'est passé dans l'ensemble du pays, mais de façon peut-être plus intense, la région stéphanoise a connu un mois de novembre agité. Ce sont d'abord les 800 travailleurs de l'usine Peugeot qui sont entrés en action et ont réussi après quelques jours d'occupation à faire reculer la direction qui cherchait à profiter de l'isolement de l'établissement pour refuser, d'une part, l'application à son personnel des avantages consentis à celui de l'usine de Sochaux et, d'autre part, l'alignement du régime de ce même personnel sur certaines clauses de la convention collective de la métallurgie de la région stéphanoise. C'étaient ensuite les Benne Marcel (1.000 personnes) puis les travailleurs de l'entreprise Cemse (ex-Wageor, 350 ouvriers), qui, pour un problème voisin de celui de Peugeot, **vont entamer leur quatrième semaine de grève avec occupation.**

Mais c'est surtout avec l'occupation de Manufrance que le conflit est apparu à la conscience des Stéphanois comme celui de toute la métallurgie régionale. Manufrance c'est le symbole vivant de la tradition industrielle de Saint-Etienne. Et ce n'est pas de gaieté de cœur

que chacun voit ici se dégrader au fil des années le potentiel (encore considérable) de cette entreprise, en raison d'une gestion pour le moins contestable et d'une politique commerciale hésitante, qui la place en position de faiblesse vis-à-vis de puissants concurrents (les Trois Suisses, La Redoute, etc.). Il y a donc une inquiétude latente sur le sort des 2.000 familles qui dépend de celui de l'entreprise et l'on comprend que la colère ait été vive lorsque, au début de la grève, sa tentative de lock-out ayant été prévenue par l'occupation des ateliers et bureaux, la direction de Manufrance annonça quelque 1.800 licenciements, et quand des bruits émanant de sources très officielles laissèrent entendre qu'un certain nombre de ces licenciements devaient rester définitifs en raison des difficultés économiques de l'entreprise.

A ces méthodes d'intimidation, la population stéphanoise a répondu comme il convenait. La journée du mercredi 26 novembre a été marquée par une grève interprofessionnelle dans toute la région et un défilé de 7.000 personnes à travers la ville.

Résultat : la direction a dû annuler tous les licenciements, en

préalable à la négociation avec les syndicats. Reste maintenant à arracher un accord sur les revendications de salaires et sur l'application des droits syndicaux. En attendant, l'occupation continue. Quelle que soit l'issue de cette phase du conflit, deux conclusions devront être retenues : 1° Le mouvement de grève a été déclenché, pour la première fois, à partir des « bureaux », administration et services de vente, composés en majorité de personnel féminin, jeune, pas toujours syndiqué. La preuve est donc faite que les employées, elles aussi, savent oser se lancer dans l'action, et le faire efficacement, quand la conscience de l'oppression patronale devient assez claire. 2° Le mouvement a été très largement suivi par les techniciens et agents de maîtrise qui, parallèlement à leurs revendications de salaires, contestent ouvertement la gestion financière et technique de l'équipe patronale. Critiquant à la fois le système de rémunération, les méthodes de commandement rétrogrades et l'incapacité de leurs patrons, ouvriers, employés et techniciens de Manufrance revendiquent implicitement un droit de contrôle collectif sur leur entreprise. Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur ces différents aspects. □



A.D.N.P.

Quand les plombs sautent

Jacques Ferlus

J'avais écrit dans le dernier numéro de « T.S. » que la grève de l'E.D.F. du 18 novembre avait été généralement bien acceptée. Fort de cette affirmation que je persiste à croire fondée, je m'apprêtais mardi soir, 25 novembre, à prendre connaissance des journaux du jour qui allaient m'informer des objectifs du nouvel arrêt de travail commencé le matin même. C'est alors que la lumière s'est éteinte. Il était 22 h 30. Je me suis couché.

Le rêve impossible

Bien qu'il me manquât quelques informations, je me suis mis à rêver à ce que serait la journée du lendemain.

Je voyais la presque totalité des agents de l'E.D.F. arrêtant le travail et occupant joyeusement les centres. Je pensais que cette grève, compte tenu du mécontentement quasi général des travailleurs, serait une grande journée

de revendication populaire dans l'ensemble du pays.

Je rêvais à des usagers venant manifester leur solidarité devant les centres de l'E.D.F. Cela en valait la peine. Je voyais des usagers manifestant devant les ministères, les préfectures et les mairies. Ils dénonçaient la scandaleuse gestion des services publics. Je riais en imaginant Léo Hamon lisant, à la lueur d'une bougie, un communiqué du Conseil des ministres qui disait



des C.D.R. paralysés, des C.R.S. bloqués dans les embouteillages de Paris (il n'y avait plus de feux rouges), des patrons affolés dans leurs usines silencieuses. Heureusement, le soir, vers 19 h, le courant revenait. Heureusement. Car à la télévision un ministre, peut-être bien le Premier, déclarait : « Une crise grave aujourd'hui pèserait sur chacun d'entre nous et il nous faudrait tous en payer le prix. Aussi le gouvernement est-il décidé à accéder aux revendications des agents de l'E.D.F. »

La gifle

Hélas ! la réalité se révéla contraire à mon rêve. En rétablissant le courant au milieu de la journée de mercredi, les grévistes de l'E.D.F. ont fait sauter les plombs. Lorsque cela arrive à un bricoleur, c'est bien excusable. Mais si cela devient le fait des gens de métier, on commence à douter un peu.

Mercredi soir pas un seul militant ouvrier, de l'E.D.F. ou d'ailleurs, ne se sentait vraiment se-rein. La grève manquée de l'E.D.F. infligeait à chacun d'eux une gifle magistrale. Grève manquée : les communiqués plus virulents et plus mordants les uns que les autres, qui ont été publiés par la suite, ne réussissent pas à prouver le contraire...

Si les travailleurs de l'E.D.F. n'étaient pas sûrs de l'efficacité

et de la bonne organisation de leur mouvement, ils ne devaient pas le lancer. Ce n'est pas la première fois que l'électricité est coupée un jour de froid. Faut-il en conclure que dans ces cas-là les grévistes n'avaient aucun « sens civique » ? Ce qui s'est passé mercredi prêterait à rire s'il ne s'agissait pas en fait d'un échec pour l'ensemble des travailleurs.

Mais il faut savoir regarder au-delà de l'échec. Et M. Chaban-Delmas ferait bien de ne pas crier victoire trop vite. Il faut tirer de ces événements les enseignements nécessaires à une continuation de la lutte.

Dans cette affaire le Pouvoir n'a pas caché ses intentions et a fait connaître sa nouvelle stratégie répressive... Il a fait jouer ses C.D.R. : les manifestations dites populaires n'étaient pas spontanées du tout. Il a fait endosser aux grévistes les coupures de courant dont la direction de l'E.D.F. porte seule la responsabilité : ce ne sont pas les travailleurs qui ont choisi d'alimenter certaines usines au détriment de la consommation ménagère. Quand on ajoute à cela un bon discours télévisé et quelques articles dans la presse réactionnaire, on détient une arme moins dangereuse à manier que les C.R.S. et qui est au moins aussi efficace. Les choses sont claires, il n'est plus possible de s'embarquer

la fleur au fusil dans le moindre des conflits.

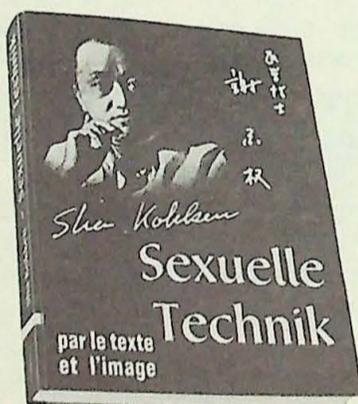
Deuxième constatation : Désormais les services publics ne peuvent plus décider seuls de s'engager dans un conflit important. S'ils savent tirer profit de cela, alors ils retourneront contre le Pouvoir l'épée que celui-ci brandit.

Car dans cette grève de l'E.D.F. les Français viennent de découvrir que ce qui se passe dans les services publics les concerne directement. Dès lors il s'avère indispensable de leur décrire la situation exacte de l'E.D.F., de la S.N.C.F., des P.T.T., etc. Si les problèmes qui y sont posés, aux travailleurs comme aux usagers, sont graves, et ils le sont, il faut savoir les exprimer en termes simples et concrets, en termes qui rejoignent les difficultés de tous les autres travailleurs. Pour faire ça il ne faut pas attendre de pouvoir parler à la télévision, le mouvement ouvrier a assez d'imagination pour inventer ses formes d'information.

Cette nouvelle forme de combat est difficile, parce que non encore expérimentée. Mais les travailleurs du secteur public doivent réaliser que l'aboutissement de leurs revendications est à ce prix. Sans la solidarité totale de l'ensemble des travailleurs toutes leurs actions prêtent le flanc à la répression et sont quasiment vouées à l'échec. □

« qu'il avait été conduit à reconsidérer sa position devant l'effet produit sur l'opinion par le renouvellement, à moins de huit jours d'intervalle, de perturbations graves et devant la détermination des travailleurs de l'E.D.F. »

Il m'a semblé voir, également,



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P., ou bien 60 F c/remb.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
M.
Adresse
Mode de paiement

LOCATION DE SKIS et CHAUSSURES

SKIS STRATIFIES

STRATO (Rossignol) - SIM'S - KNEISSL; etc.

SKIS METAL, BOIS

Tous nos skis sont équipés double sécurité, avec talonnière

CHAUSSURES A CROCHETS

EQUIPEMENTS

Anoraks, fuseaux, etc.

Location - Vente - Service Réparations

SERVICE LOCATION-VENTE AUX COLLECTIVITES

Comités d'entreprises, municipalités, M.J.C., etc.

la clé des champs

42, rue de Maubeuge - 75-PARIS (9^e)

Tél. : TRU. 56-61

Métro : Cadet

Valence : Répression au lycée technique

Albert Rousselles

Qui l'eût cru ? Tout semble si calme à Valence ! L'agitation dans les lycées et les fac, cela semble réservé à Grenoble, Lyon ou Paris ; les vastes mouvements d'opinion, depuis Mai 68, semblent oubliés, malgré les innombrables sujets de mécontentement suscités par la mauvaise situation économique drômoise.

Et pourtant :

— le mardi 21 octobre, les 117 étudiants des sections de techniciens supérieurs du Lycée technique se mettaient en grève illimitée,

— dès le lendemain, leurs parents recevaient un télégramme prononçant, « par décision rectoriale », leur exclusion définitive. Signé : le Directeur.

Une juste revendication

A Valence, il n'y a ni Faculté, ni I.U.T. Considérés comme des étudiants, mais sans statut, ne pouvant donc bénéficier d'aucun des droits reconnus aux étudiants en matière de restaurant et de Cité universitaire, les étudiants des sections de techniciens supérieurs ont fait leurs comptes : il leur en coûte, pour se loger et se nourrir, au moins 390 F par mois, alors qu'à Grenoble 198 F leur suffiraient. Depuis plus d'un an des démarches ont été entreprises, tant par les étudiants que par le Directeur du Lycée pour faire

agrée par les Œuvres universitaires un Foyer de la ville. Aucun résultat positif n'a été obtenu, alors que la très rapide progression des effectifs des étudiants montre pourtant combien l'existence de ces sections répond à un besoin local (1968-1969 : 4 étudiants) ; (1969-1970 : 117 étudiants).

Une lutte serrée

Très rapidement, cette affaire a soulevé dans la ville un tollé général : les syndicats enseignants et ouvriers protestèrent immédiatement, les deux Fédérations de parents d'élèves et le C.D.A.L. suivirent, le C.A. du Lycée soutint à l'unanimité (dont la voix du directeur d'établissement) la motion des enseignants du Technique. Bref, les remous « montèrent » jusqu'à Paris, où l'affaire fut portée au Ministère sous la pression du S.N.E.S. de son côté, de Ribadeau-Dumas (député U.D.R.) du sien, et au Parlement par l'intermédiaire du député-conseiller général Pic.

Une victoire à méditer une lutte à clarifier

La victoire des étudiants a été complète. Depuis le 3 novembre, le Centre social protestant, situé en face du Lycée, a été agrée comme restaurant universitaire grâce à une subvention de l'Etat,

de la Ville et du Conseil général (bonne affaire, entre parenthèses, pour une œuvre privée et confessionnelle, mais cela fait longtemps que l'on n'est plus trop chatouilleux en France sur la laïcité !). Les étudiants ont repris leurs cours, et il n'a été question ni d'engagement ni de sanctions.

Il est clair qu'à ce jour, tout est fait désormais pour étouffer cette monumentale gaffe du pouvoir : ce qui est d'autant plus facile que le fameux télégramme prononçant l'exclusion a été dicté téléphoniquement par le Recteur au Directeur, que nul n'en a eu une copie entre les mains et donc que toute trace en a disparu ; ce qui permet de prétendre aujourd'hui « qu'il n'a jamais été question de fermer les sections de techniciens supérieurs de Valence ».

Bref, or le voit, le mouvement a été très vaste, efficace, mais aussi ambigu et limité.

Ambigu, car la lutte s'appuyait sur des facteurs tellement incontestables que tout a pu être fait, en ralliant le plus grand nombre de gens possible, pour en émasculer la signification politique.

Limité, précisément, à cause des réactions syndicales elles-mêmes. Certes, verbalement, le soutien ne fut pas épargné aux étudiants. Mais qui aurait été prêt à faire grève si cela avait été nécessaire ? Enfin, il y a eu entre les syndicats quelques propos aigres-doux échangés et l'on vit même des responsables F.E.N. reprocher à ceux de la C.F.D.T. une ingérence dans les affaires qui soi-disant « ne les concernaient pas », et tenter de les écarter des démarches intersyndicales.

Aussi la lutte ne doit pas en rester là. Nous demandons, chacun dans nos organisations, qu'une large information soit faite sur les dessous de cette affaire. Car il faut mettre en évidence la signification politique de cette manœuvre.

La répression des T.S. de Valence, dans le contexte actuel, apparaît comme une répression « test ». Les conditions idéales étaient rassemblées pour frapper facilement un bon coup :

- Valence n'est pas une ville universitaire. Le gouvernement n'avait rien à craindre d'une solidarité étudiante sur place.

- La presse écrite et parlée nationale a complètement escamoté l'événement. Seule l'O.R.T.F. Lyon a donné des renseignements, tronqués d'ailleurs.

Une fois de plus, le régime révèle son vrai visage :

- il isole pour mieux réprimer,

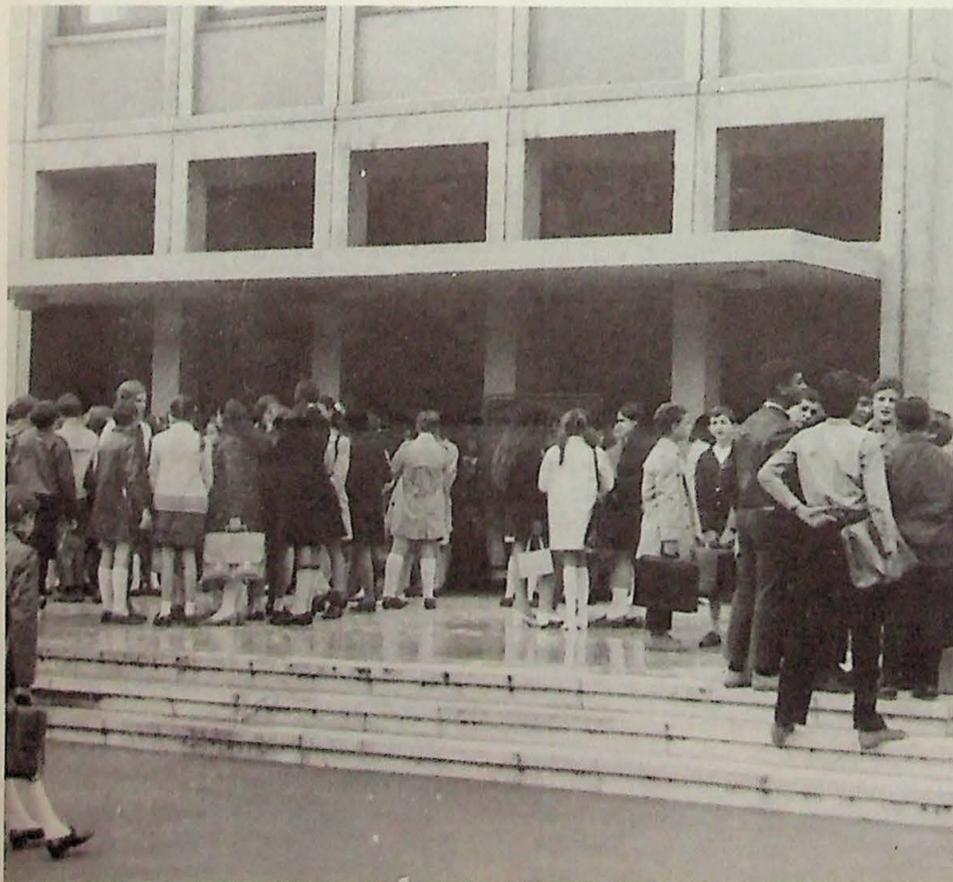
- il viole le droit de grève reconnu aux étudiants (la bourgeoisie viole sa propre légalité),

- la « participation » est une mascarade. Aucune des « nouvelles structures de participation » du lycée n'a été contactée pour avis (et même pas pour information),

- il n'y a plus de contrôle possible ; nous vivons sous le règne du secret. Tout se passe en coups de téléphone, en assurances ou menaces verbales facilement rétractées ; maintenant encore nul ne peut savoir quelle est la part exacte de responsabilités du ministère dans cette affaire. En se déroband derrière les responsabilités assumées par le Recteur, montre-t-il qu'il a été dépassé par un fonctionnaire trop zélé, ou plutôt ne cherche-t-il pas à lui faire payer les frais de ses propres erreurs ?

Il reste beaucoup à faire auprès de l'opinion pour que tous les masques soient levés. □

A.D.N.P.



SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE

NOËL

LES MONTS DES GEANTS
(1.100 - 1.600 m)

2 télésièges - 6 téléskis
1 patinoire

COURS DE SKI GRATUITS
(4 h par jour)

Départ de Paris : 22 décembre
retour : 3 janvier

en AVION : 1 h 30 de vol.

PRIX PARIS-PARIS

Hôtel Windsor F 770

Hôtel Savoy F 860

REDUCTIONS

40 % enfants de 2 à 4 ans
25 % enfants de 4 à 10 ans

Prix comprenant : voyage avion PARIS/PARIS - Logement en chambres à 2 lits - Pension complète - Transferts en autocar de Prague à la station - Séjour d'une journée à PRAGUE avec visite de la ville.

Prochains départs : Janvier, Février, Mars, Mardi Gras - Pâques

VOYAGES OPÉRA-LAFAYETTE

26, rue Lafayette - PARIS-9^e

Tél. PRO. 17-69 - Lic. 487 A



D.R.

L'Albanie 25 ans après

Pierre Gautier

Le vingt-cinquième anniversaire de la libération de l'Albanie a été pour une partie de la presse l'occasion d'articles curieux et interrogateurs sur ce petit pays à part. Pour notre part, si nous avons à nous poser des questions, ce n'est certainement pas par goût de l'exotisme, mais bien parce que l'Albanie est engagée depuis 1942 dans un processus révolutionnaire de grande ampleur. La lutte de partisans, menée aux côtés des communistes yougoslaves, permit de mettre fin à la domination étrangère et à la prédominance d'une oligarchie foncière terriblement rétrograde. En 1945 l'Albanie, enfin indépendante, était en mesure de se débarrasser à la fois des vestiges du féodalisme et d'un capitalisme particulièrement rachitique.

Cela ne signifiait pas pour autant que les difficultés étaient absentes. Il y avait d'abord le problème des rapports avec le grand frère yougoslave, possédant au sein même du parti du travail des alliés puissants et influents. La rupture de 1948 entre le Kominform et la Yougoslavie, fut l'occasion pour Enver Hodja, Mehmet Chehu et la fraction majoritaire du parti de se débarrasser au cours de grands procès des partisans d'une alliance privilégiée avec le régime yougoslave. Par un curieux paradoxe, l'orthodoxie stalinienne affichée par Tirana était un moyen de défendre une indépendance politique chèrement acquise.

Les affrontements ultérieurs avec l'Union soviétique obéirent pour une large part à ces préoccupations nationales. Après la réconciliation soviéto-yougoslave et surtout après le vingtième congrès du parti communiste de l'Union soviétique, les dirigeants albanais se refusèrent à la « déstalinisation »,

bien évidemment parce qu'elle risquait de les atteindre eux-mêmes, mais aussi parce qu'elle risquait de donner aux dirigeants soviétiques des moyens d'intervention directe dans la vie politique de l'Albanie. L'alliance avec la Chine, par contre, n'impliquait aucune révision déchirante sur le plan idéologique et aucune conséquence fâcheuse pour la cohésion nationale. On s'explique ainsi pourquoi l'Albanie s'est largement trouvée à l'écart des débats et des problèmes qui ont marqué l'Europe de l'Est depuis une quinzaine d'années. D'un isolement relatif dû aux circonstances, elle a fait une vertu et s'est préoccupée essentiellement d'édifier une économie moderne et de créer peu à peu un véritable prolétariat industriel. Le quatrième plan quinquennal (1966-1970) qui doit hâter la transformation de l'Albanie de pays agraire en pays « industriel-agraire » selon la terminologie en usage à Tirana, témoigne d'ailleurs que sur cette voie les dirigeants ont obtenu d'indéniables succès. En 1971, l'électrification du pays (et de tous les villages) sera complètement terminée et l'Albanie sera dotée d'usines métallurgiques, chimiques en grand nombre. Tout cela aura été obtenu grâce à une planification très inspirée par les conceptions en honneur dans les pays de l'Est au début des années cinquante, c'est-à-dire par une planification qui fait beaucoup appel à la mobilisation de la base, mais très peu à l'initiative propre des masses.

On a pourtant l'impression que sur ce plan les choses sont en train de changer. Il faut signaler par exemple, que l'édification économique au fur et à mesure qu'elle progressait, n'a pas été accompagnée comme en U.R.S.S. d'un accroissement des inégalités sociales, mais au contraire d'une tendance à l'égalisation des revenus.

Pour faire face à toutes les difficultés économiques consécutives à la cessation de l'aide soviétique en 1961, les dirigeants albanais ont dû rechercher en effet une adhésion populaire encore plus profonde à leur politique. Ils ne pouvaient donc demander des efforts et des sacrifices à la majorité de la population tout en augmentant les privilèges d'une minorité. Ils ne pouvaient pas non plus ignorer le besoin de participation des masses paysannes et ouvrières dans les coopératives agricoles ou les usines et selon tous les témoignages, les aspects coercitifs ou répressifs de la vie en Albanie ont beaucoup diminué par rapport aux années entre 1948 et 1961.

Par ailleurs les progrès mêmes de l'économie, la diversification de la production nécessitent le dépassement de méthodes de gestion trop frustrées et trop centralisées. Une réforme du système économique est à l'étude, dont il est certain qu'elle n'ira pas dans le sens de celles qui se font en U.R.S.S. ou dans les démocraties populaires, mais qui en assouplissant les procédures économiques, en mettant l'accent sur la qualité des produits, posera des problèmes politiques nouveaux. Les dirigeants albanais savent également très bien qu'une économie de plus en plus développée ne peut vivre en autarcie, mais doit au contraire développer ses rapports avec l'étranger de façon régulière (échanges de biens, de services et même d'hommes). Sans doute est-ce pour cette raison qu'ils commencent à montrer un grand intérêt pour ce qui se passe dans le monde capitaliste et dans le mouvement ouvrier de cette partie du monde.

Il ne semble toutefois pas que l'Albanie soit à la veille d'un grand bouleversement comme la Révolu-

tion culturelle qui a secoué la Chine depuis 1966. Le groupe dirigeant, un des plus stables du monde communiste malgré les épurations successives, ne semble pas menacé par des divisions ou des divergences profondes pour le moment et ne manifeste aucune envie particulière de soumettre l'appareil du parti à une campagne de critiques et de réformes. On a en fait observé, chez les journalistes, la prudence de Tirana dans la popularisation des textes et des slogans de la Révolution culturelle. Contrairement à ce que certains ont trop vite dit, l'Albanie n'est pas l'avant-poste du maoïsme en Europe, mais bien un petit pays qui suit sa voie propre à partir d'une expérience révolutionnaire spécifique (la lutte des partisans). Doit-on en conclure comme le font certains groupements « marxistes-léninistes » français qu'il s'agit du « phare du socialisme en Europe ». Nous ne le croyons pas et ce serait rendre un bien mauvais servi-

ce au peuple albanais que de le flatter de cette façon. Dans une période où il n'est de lutte pour le socialisme que dans un esprit internationaliste, il est vain et dangereux de chercher dans des expériences nationales forcément limitées, les principes directeurs du combat. L'Albanie dans sa marche vers le socialisme aura certainement à dépasser, comme la Chine, comme l'U.R.S.S., comme la Yougoslavie, des formes d'organisation, des orientations politiques imposées par les circonstances ou introduites par une III^e Internationale pourrissante. Qu'il nous suffise de constater que grâce à sa Révolution de 1943-1945 et à des efforts continus depuis, l'Albanie a opéré un des plus beaux décollages de l'histoire de ces dernières années. Qu'il nous suffise de dire aussi que le combat d'une petite nation contre le chauvinisme de grande puissance est éminemment progressiste. □



A.F.P.

Vietnam

Une tuerie banale

Henri Beley

Tous les commentateurs sont formels : la révélation du massacre de Song-My a « profondément troublé » les « consciences » aux U.S.A. et dans tous les pays capitalistes. Mais qu'on se rassure : la « justice » américaine « châtiara les coupables ». Comme l'affirme la Maison-Blanche : « Un incident tel que celui relaté dans ce cas particulier est en violation directe avec la politique militaire des Etats-Unis et fait horreur à la conscience du peuple américain tout entier. » Voilà qui mettra un baume sur les âmes meurtries.

La gauche bouleversée

Le plus stupéfiant dans cette nouvelle « affaire », c'est qu'elle puisse encore stupéfier, en novembre 1969, bon nombre de ceux qui savent pourtant pertinemment que la guerre du Vietnam est atroce, que les tueries comme celle de Song-My ne se comptent plus, que la « politique militaire américaine » consiste très précisément à tuer, brûler, torturer, défolier, napalmiser, phosphoriser... Voilà cinq ans au moins qu'une telle « politique » est pratiquée avec une méthode qui fait honneur au software et au hardware de l'informatique U.S. Voilà cinq ans que la prétendue « démocratie » américaine se montre au Vietnam pour ce qu'elle n'a cessé d'être depuis ses origines soi-disant « révolutionnaires » : une société de loups furieux.

Du massacre des Indiens d'Amérique au massacre des Vietnamiens, l'esprit de concurrence le plus féroce et la course éperdue aux profits entraînent des conséquences logiques que les supercheries de la morale officielle (liberté pour tous, droit de chacun au bonheur, etc.) ne parviendront jamais à masquer totalement. En d'autres termes, ce qui devrait nous choquer tous, ce n'est pas tant la révélation d'un massacre comme celui de Song-My (« incident » banal dans le contexte de la guerre d'agression U.S.), mais le fait que le système bourgeois de désinformation, de décervelage et de désensibilisation se révèle être si parfait que Song-My puisse stupéfier même les milieux de gauche « généralement bien informés »... Ainsi en vient-on à parler, bizarrement, de « retour » à la barbarie — comme si la barbarie n'était pas le plus banal de tous les phénomènes observables ! Ainsi va-t-on jusqu'à conjurer le gouvernement américain d'y mettre fin — comme si la Maison-Blanche n'agissait pas en toute connaissance de cause, comme si l'Etat capitaliste n'était pas une machine de répression au service des classes dominantes, comme si on pouvait séparer les actes d'un gouvernement des intérêts bien compris du système qu'il est chargé de défendre !

C'est à croire enfin que le travail considérable réalisé par le Tribunal Russel contre les crimes de guerre U.S. n'a été qu'un vague murmure dans le désert !

Bref rappel

Peut-être n'est-il donc pas inutile de rappeler ce qui a été irréfutablement établi par lui à propos du traitement des populations civiles (« Tribunal Russel II », col. Idées, Gallimard, p. 347-348) :

« 1° Au cours d'opérations de ratissages systématiques et permanents, des milliers d'habitants sont massacrés. D'après des informations sérieuses et de source américaine, 250.000 enfants ont été tués depuis le début de cette guerre et 750.000 blessés et mutilés à vie. »

« Le rapport du sénateur Kennedy, du 31 octobre 1967, signale que 150.000 blessés sont dénombrés chaque mois. »

« Des villages sont entièrement rasés, les cultures dévastées, le cheptel détruit. »

« Des témoignages précis et des documents versés aux débats ont rapporté l'existence de « zones de tir libres » ou « franches » où « tout ce qui bouge est considéré comme ennemi », ce qui revient à dire que la population tout entière est prise comme cible. »

« 2° « Un tiers de la population du Vietnam s'est trouvé déplacé », d'après les termes mêmes du sénateur Kennedy à l'« International Rescue Committee », et enfermé dans les hameaux stratégiques baptisés maintenant « hameaux de la vie nouvelle ». Les conditions de vie, d'après les reportages publiés et inédits dont le Tribunal a eu connaissance, s'apparentent aux conditions d'une vie concentrationnaire. »

« Les internés — femmes et enfants pour la plupart — sont parqués comme du bétail derrière des barbelés. La nourriture et l'hygiène font presque totalement défaut, ce qui rend souvent la survie impossible. Les structures sociales et traditionnelles des familles vietnamiennes sont ainsi détruites. »

« Il faut également tenir compte du nombre impressionnant de pri-

sonniers détenus dans les geôles du Vietnam du Sud. 400.000 d'après des estimations dignes de foi. Les arrestations arbitraires, les parodies de justice, les interrogatoires accompagnés d'abominables tortures sont pratique courante. »

« Tous ces témoignages concordent donc pour établir que des méthodes inhumaines et illégales sont quotidiennement utilisées par les forces armées américaines et leurs satellites contre les populations civiles ainsi menacées d'extermination. »

Rappelons aussi ce dernier point du jugement final (ibid., p. 369) :

« Le gouvernement des Etats-Unis est-il coupable du crime de génocide à l'égard du peuple vietnamien ? »

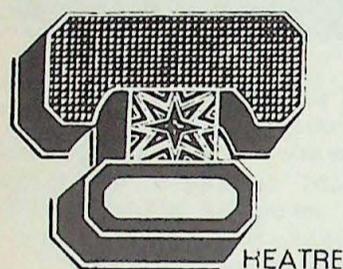
« Réponse : Oui, à l'unanimité. »

Ajoutons pour finir, à l'intention des pacifistes, que les horreurs de la guerre vietnamienne ne sont pas simplement à mettre au compte « de toute guerre ». Aux atrocités qui en effet sont inhérentes à toute guerre, l'impérialisme U.S. a ajouté ce raffinement néo-nazi : une horreur planifiée par ordinateurs. C'est pourquoi, si le sénateur démocrate McGovern a raison de déclarer à propos de Song-My : « Nombreux sont ceux qui considèrent le lieutenant Calley et ses hommes comme des cibles faciles pour se décharger de ce qui devrait être ressenti comme une culpabilité collective », il est en revanche bien au-dessous de la vérité lorsqu'il affirme : « Nous avons mis ces hommes dans une situation où il était inévitable que, tôt ou tard, des événements de cette sorte se produisent. »

De tels événements ne sont pas seulement « inévitables » : ils sont la conséquence d'ordres précis, donnés dans le cadre d'une politique de répression systématique et faisant l'objet d'une application scrupuleuse. Combien de Song-My faudra-t-il encore pour convaincre les récalcitrants que l'impérialisme est criminel par nature ? □



D.R.



Jeu de massacre

Dominique Nores

J'espère que tous ceux qui n'ont pas encore vu de spectacle monté par Roger Planchon se seront déjà précipités au Théâtre Montparnasse (1), où la saison Planchon a pris le départ. Chassé de Villeurbanne par les travaux de réfection de son théâtre, Planchon donne à Paris une série de représentations, au cours de laquelle il présentera quatre grands spectacles : la *Bérénice* que nous attendons depuis des années, le *Coup de Trafalgar*, de Roger Vitrac, l'*Infâme*, une pièce qui a été inspirée à Planchon par le drame du curé d'Uruffe, et la *Mise en pièces du Cid* qu'il présente actuellement.

Aux Parisiens de saisir leur chance.

Je voudrais faire ici une distinction, et parler avec une encre différente, si j'ose dire, à ceux (la grande majorité des spectateurs potentiels) qui n'ont pas vu les *Trois Mousquetaires*, tels que Planchon les avait décrits pour la scène à partir du roman d'Alexandre Dumas, et à ceux, plus familiers de son œuvre, qui ne manqueront pas de rapprocher le spectacle actuel d'une création vieille de dix ans.

Le parti pris de rire

Les premiers, se rendant à l'invite du titre, assisteront au

massacre par dérision de tout ce qui tient plus ou moins mal debout dans le théâtre de notre temps.

Le tir n'est pas sans défauts. Certaines balles perdent leur son, d'autres éraflent et ne font pas mouche. Mais l'ardeur à tirer lancé de tout est si féroce, incongrue, si cocasse le mouvement qui emballe le moins bon avec l'excellent, que le spectateur n'a pas le temps de boudier son rire.

Trois farfelus, Jean Bouise, Loleh Bellon et Isabelle Sadoyan, s'empêtrent de façon très drôle dans leur bon sens et les solutions qu'ils proposent pour ragaillardir le théâtre. Si on ne peut obliger Corneille à parler une autre langue que celle de ses écrits théoriques, on peut réécrire le *Cid* à la mode de Strehler ou de Vitrac ou lancer par le monde une Chimène de bande dessinée (remarquablement interprétée par Colette Dompietrini) qui tient absolument à reconnaître en Corneille son papa, le Docteur Mabuse. Mais déjà d'autres formes de spectacle assaillent l'Hôtel de la Culture, géré par les grands Maîtres en l'art de retourner leur veste. Théâtre-sac (tous dans le même) qui permet la communion parfaite de l'acteur et du spectateur, Messe du temps présent et fête hippie (« *Tout ce qui monte converge disait le grand Teilhard de*

Chardin ») aboutissent à la mise en boîte d'une conserve culturelle, qui est distribuée gratuitement au cours du spectacle.

Dix ans de politique gaulliste du théâtre

Mais, peut-être, ceux qui sont mieux au fait du travail de Planchon ne se laisseront-ils pas prendre, sans serrement de cœur, à ces joyeusetés. Entre la jeune insolence des *Trois Mousquetaires*, qui semblait ouvrir la voie à un nouveau comique de scène, et ce *Cid* pris à parti, dix ans ont donc passé, qui coïncident aussi avec la mainmise de l'Etat gaulliste sur tout le théâtre de décentralisation, c'est-à-dire, pour celui-ci, avec un marché de dupes, dont il n'a pas fini de payer le prix.

La décentralisation, qui a implanté en province des troupes de jeu capables de donner aux populations des campagnes même les plus reculées, la connaissance et le goût du théâtre, décision raisonnée de la Quatrième République, a été prise en charge par le régime gaulliste, soucieux de dorner son prestige. La culture offerte à tous allait devenir le fleuron de sa couronne.

Malraux, grand écrivain, croyait au talent. Que fallait-il aux hommes de talent pour

quadriller la France d'un réseau de création artistique, sinon l'apparence de la liberté et des moyens financiers. Ces moyens, Malraux les donna et les troupes de province commencèrent à faire un travail, souvent fort bon, dans des conditions exceptionnelles : elles produisaient cher des spectacles, proposés aux spectateurs à très bas prix. La culture selon Malraux n'avait pas à être rentable.

Vint Mai 68, et l'imprudente décision du Comité de Villeurbanne de montrer les troupes de décentralisation unies, comme une force avec laquelle le gouvernement devrait compter. Cette décision, ni le gouvernement d'alors, ni celui mis en place par M. Pompidou, ne l'ont oubliée. La politique d'après Mai qui conjugait les actes (le renvoi de Barrault) et l'absence d'acte (l'abandon de directeurs de Maisons de la Culture mal vus par les municipalités) a eu pour premier objectif de regarder si l'union tenait. Elle ne tenait pas. Le gouvernement, dès lors, avait la part belle.

Le désert culturel commence à l'Odéon

Les centres dramatiques et les troupes permanentes, parents pauvres des Maisons de la Culture, avaient réclamé plus d'argent et la fin de la grande inégalité qui, entre eux, était le fait du prince. Ils surent vite que l'inégalité demeurerait, et qu'ils toucheraient moins d'argent. Leurs subventions leur furent, de plus, versées trimes-

tre par trimestre et non plus annuellement, ce qui allait permettre le contrôle constant de la finance sur l'artistique. L'autocensure, pratiquée dans la période d'avant de façon tacite, devenait une nécessité vitale.

Tant de prudence peut-elle faire autre chose que retarder la rupture ? Aujourd'hui, le gouvernement lève le masque. Sa décision de faire de l'Odéon un théâtre géré directement par l'Etat a précédé de peu de jours celle de diminuer de 30 % le budget des Centres dramatiques et des troupes permanentes. Les troupes sont désormais menacées de ruine par l'amenuisement commun de subventions, liées si intimement aux principes qui les ont fait naître qu'accepter de les perdre, c'est signer son arrêt de mort. La bonne volonté qu'elles mettront ou ne mettront pas à alimenter en spectacles le Théâtre - Gouvernemental - de - France pourra servir de test. Derrière le « Centre culturel de Rencontre » qu'il veut être, s'ouvre ce que Roger Blin (2) appelle la « mangoire du ministère », devant laquelle il faudra se tenir bien sage si, comme Patrice Chéreau devenu « un mercenaire » (2), on n'est pas décidé à manger d'abord, quitte à casser ensuite la vaisselle.

Cependant, par-delà le terre-plein pelé des rencontres culturelles intéressées, Patrice Chéreau regardant au loin vers tout ce qui a vécu en France de la vie du théâtre, voit grandir le désert.

(1) 31, rue de la Gaité. 326-89-90 et 633-41-77.

(2) Cf « Le Monde », 3-11-69.

« P.S.U. DOCUMENTATION » reparait avec un numéro double (8 et 9) consacré à « l'histoire du Parti »

Rappel des numéros disponibles :

- 1 - Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion.
- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.



INEMA

Fausse avant-garde et vraie contestation

Il y a cinq ans, Bordeaux, la ville « bourgeoise » par excellence, décidait une initiative « révolutionnaire » tous les ans. Une semaine serait consacrée à Sigma, grande manifestation d'art contemporain. Et la presse de louer l'audace du parrain du projet Monsieur le député Chaban-Delmas !

En fait, la manifestation « d'avant-garde » a vite tourné à l'événement mondain et à la contestation de salon.

C'est pourquoi les artistes véritablement contestataires, qui se sont regroupés l'an dernier au sein de la Polycritique, et dont « T.S. » a déjà parlé, ont jugé nécessaire de démythifier cette pseudo « avant-garde ». Nous publions aujourd'hui le communiqué qu'ils viennent de diffuser à l'occasion du « Sigma 69 » :

« Au moment où le Sigma que nous aurions pu espérer il y a cinq ans comme le signe dynamique des gestes créateurs issus du milieu qui le vit, débute, nous constatons :

— que Sigma ne sert plus qu'à masquer les carences réelles de la politique du pouvoir (dont le budget culturel a été encore réduit de 3 %) ;

— que la collusion pouvoir-marchands-américains implantés et bouffons complaisants n'abduit qu'à une exhibition « contestataire » lucrative et mondaine où la bourgeoisie se donnera pour cinq jours bonne conscience pour l'année ;

— que Sigma n'est que le reflet terni de la « Nouvelle Société » et des modes passagères secrétés par un noyau de néo-capitalistes affairés ;

— que malgré les déclarations des organisateurs le « jeu et le délire » sont l'expression politique d'une classe et qu'un art de classe est l'apanage des Etats impérialistes ;

— que Sigma n'est que le petit-fils yéyé du sénile Mai Musical « et aux âmes bien nées... »

Nous affirmons le no-man's land de l'avant-garde et désertons ces académies modernistes pour recster des hommes.

Nous affirmons que l'école de Nice, ses dérivés et associés sont les pâles descendants des anciens combattants du dadaïsme (1917). Ils devraient être au Panthéon, malheureusement il n'y a plus qu'eux qui soient prêts à toutes les compromissions.

Nous affirmons que le passage à travers l'histoire ne doit mener qu'à la projection et non à la réinjection.

Nous affirmons que la notion moderniste de « design » (produit par opposition à œuvre) n'est que la persuasion sournoise d'un public érigé en consommateur culturel aveugle.

Nous proposons :

- l'élection annuelle du comité Sigma non rééligible (élection faite par une assemblée générale des exposants et du public) ;
- la création d'un comité consultatif du public ;
- que les séances de délibération du comité Sigma soient publiques et annoncées par voie de presse ;
- la gratuité générale de l'exposition Sigma.

La Polycritique S.A.
section de Bordeaux.



IVRES

Une matinée de Joseph Staline

François Sarola

Le pouvoir absolu rend fou, a dit un philosophe : fou de peur, souvent. Le tyran voit, imagine, devine des ennemis partout : ainsi le héros de ce roman, qui s'entretient avec ses proches — sa vieille servante, son garde du corps, son secrétaire, son chef de la police — un matin de printemps, sous les bouleaux d'un calme jardin. L'homme vient de se lever. Il

fait soleil depuis longtemps. Tout paraît dire la quiétude. Mais l'homme ne goûte pas ce repos. Il se tourmente, remue des pensées nocturnes : hanté par le visage de ses ennemis, de ses amis. Qui le trahira ?

S'agit-il de quelque monarque surgi dans les cauchemars de l'auteur et situé dans un royaume fictif ? Non, il s'agit de Staline, mis en scène ici,

comme il le fut par Soljenyt-sine : à portée de regard. Nous le voyons vivre une matinée de 1947. Le récit, bien sûr, est imaginaire, mais il éclaire la vraie nature de Staline.

L'auteur a gardé l'anonymat. Son récit — un brûlot — n'est pas sorti de Moscou, au grand jour ; on passe l'ouvrage de main en main, clandestinement. Bien sûr, on ne dénonce pas sans danger, le stalinisme de cette façon-là. L'auteur ne s'en prend pas à un homme seulement, mais à ce qu'il révèle, ce qu'il incarne d'un régime qui a défiguré, sinon perverti l'entreprise révolutionnaire. Accuser la folie d'un potentat ne sert à rien, si on ne s'interroge pas sur les origines et la nature de son pouvoir.

Et l'auteur sous-entend qu'il est issu, ce pouvoir, d'une certaine idéologie et d'une certaine pratique : le socialisme dans un seul pays ; la patrie assiégée par l'ennemi, et bâtissant pour sa sauvegarde un régime de fer, enfin menant une politique chauvine de grande puissance. Nous regrettons que l'auteur s'en tienne là, et ne cherche pas les prémices de la « bureaucratie étouffante et mortelle » dans les formes mêmes du pouvoir dès 1920 : le sacrifice des soviets au profit de l'Etat centralisé, autoritaire.

Mais cet ouvrage nous montre bien comment la bureaucratie secrète le césarisme. Et l'auteur ressuscite avec force, tout crûment, tout sobrement le visage de César : « instrument de l'Etat », mais en même temps façonnant celui-ci, le modelant à son image. Un César intime sous un masque jovial, entretenant avec ses proches des rapports de maître à esclave, tantôt les regardant comme des chiens, tantôt comme des lâches. D'un côté les visages disent la dévotion, la flatterie, la peur, la ruse ; de son côté à lui, se lit la vanité, la violence, le mépris, la ruse encore. Un César en même temps totem et tabou, figure du père omnipotent et omniscient, qui s'attribue avec le peuple une parenté mystique, mais qui est toujours rendu à sa solitude, avec en lui « sa froide férocité... froide comme la peur ».

* L'Herne. Ed. bilingue. 117 p. 17 F. En vente à la librairie de « T.S. ».

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Arthur Rubinstein :

l'Amour de la vie

(fr.)

Un film cubain

Jean Morel

Dès le début du film cubain « La première charge à la machette » de M.O. Gomez une voix (genre speaker) annonce : « Nous sommes en 1868 ». Il s'agit, bien sûr, comme dans tout film portant sur un sujet historique, de faire le lien avec le passé qu'on va faire surgir de l'ombre.

Le déroulement du film va nous montrer cependant que la relation qu'il établit entre nous et le passé est exactement l'inverse de celle qu'établit un film bourgeois. Un film produit à Hollywood, à Cinecitta ou à Paris (et malheureusement aussi dans la plupart des cas, à Moscou) et portant sur un sujet historique tente, grâce à l'illusion réaliste propre au cinéma (« l'impression de réalité »), de nous faire vivre un moment du passé. On entre dans les salons, on parcourt les champs de batailles, on visite les bureaux d'état-major et même les alcôves. On y est, on s'y croit. La reconstitution minutieuse détruit tout à fait l'idée que ce passé n'est qu'une interprétation du passé et non pas un illusoire « passé brut ». Mais ce qui trahit l'appartenance idéologique de cette interprétation du passé c'est, on s'en aperçoit vite si l'on refuse de se laisser prendre, la mise en rapport des personnages selon un ordre subjectif et non objectif (historique) : on parle d'individus et non de classes (pourtant acteurs réels de l'histoire).

Le film cubain accomplit la trajectoire inverse. Il affirme dès le début « nous sommes en 1868 » pour tenir ce passé à distance. Et les techniques du cinéma direct (interviews style télé avec micro et camé-

ras dans le champ, bafouillages questions-réponses, images tremblées) qui sont habituellement utilisées pour créer un peu plus l'impression de réalité, pour accroître la fascination, ne sont ici mises en jeu que pour créer plus de distance : d'emblée elles apparaissent comme des trucs, des signaux : « attention vous êtes au cinéma, aujourd'hui et non pas autrefois ».

Car le « nous sommes en 1868 » du début ne veut pas dire : « nous sommes dans 1868 » mais « nous sommes comme en 1868 ». Comme en 1868 contre les Espagnols que nous avons combattus et massacrés à coups de machettes, contrevenant ainsi à tous les usages (« civilisés »), de la guerre, nous avons, en 1968, à combattre les Yankees par tous les moyens. On voit donc que, si ce film s'adresse d'abord aux Cubains (mot d'ordre nationaliste) il n'est pas sans « message » pour d'autres pays (mot d'ordre anti-impérialiste). Le seul inconvénient c'est que son parti pris esthétique (contraster violemment les noirs et les blancs au tirage en laboratoire) décourage beaucoup de spectateurs (« ça fait mal aux yeux ») et les empêche de tirer les leçons de ce combat ou les égare dans une lecture esthétique.

Enfin en ce qui concerne le développement d'un cinéma révolutionnaire (car un film se bat aussi sur ce terrain : le cinéma) le film de Gomez pose et résout très bien (à sa façon) ce problème capital : « comment filmer, sans tomber dans l'idéalisme bourgeois, des sujets historiques ? »



Pour les fêtes...

HISTOIRE

Collection « 30 Journées qui ont fait la France », aux Ed. Gallimard.

- La prise de la Bastille, J. Godechot, 1 vol. relié 30,00
- Le 18 Brumaire, Albert Ollivier, 1 vol. relié 18,50
- Waterloo, R. Margerit, 1 vol. relié 34,00
- La première résurrection de la République, février 1848, H. Guillemin, 1 vol. relié .. 36,00
- La proclamation de la Commune, H. Lefebvre, 1 vol. relié 32,00
- De la chute à la Libération de Paris, E. d'Astier, 1 vol. relié 30,00



Collection reliée ; aux Editions Sociales.

Quelques œuvres fondamentales de Marx et Engels.

- Karl Marx, Manuscrits de 1844, 1 volume 20,10
- Karl Marx, La guerre civile en France (grande édition), 1 volume 21,15
- Engels, Dialectique de la nature, 1 volume 19,70
- Engels, L'origine de la famille, de la propriété et de l'Etat, 1 volume 12,70



Collection reliée ; aux Editions du Seuil.

- Histoire de la Révolution russe, Léon Trotsky, 1 volume .. 43,00
- Victor Serge : Les Révolutionnaires (romans). Les hommes dans la prison. Naissance de notre force. Ville conquise. S'il est minuit dans le siècle. L'affaire Toulaév. En 1 vol... 39,00
- Histoire de la musique (histoire, dictionnaire, discographie). Roland de Candè, 1 volume 688 pages, reliure pleine toile blanche 49,50
- Les derniers grands voiliers, Louis Lacroix.
Ce livre des grands ancêtres du long cours à voiles ne peut pas laisser indifférents les jeunes qui font de la voile.
1 volume 512 pages, 32 pages d'illustrations, broché, sous couverture illustrée 37,00
Relié pleine toile 46,00
- Les derniers cap-horniers français, Louis Lacroix.
Ce livre est désormais reconnu comme l'un des plus grands classiques de la mer ..
Broché sous couverture 30,00
Relié, pleine toile 39,00



Aux Editions Pierre Belfond.

- La Révolution inconnue, par Voline, 1 vol. 59,00
Le mouvement anarchiste dans la révolution russe.
Le meilleur témoignage sur l'anarchisme russe par un de ses dirigeants,

Aux Editions Hachette

- La révolution, par F. Furet et D. Richet
1. Des Etats-Généraux au 9 Thermidor 100,00
2. Du 9 Thermidor au 18 Brumaire 100,00
Dans cette histoire de la Révolution, établie par deux historiens spécialisés à partir des travaux et des découvertes les plus récentes, le lecteur trouvera une analyse critique des événements et de leurs causes.
Chaque volume relié 24 x 31, de 376 pages, avec plus de 500 illustrations en noir et en couleurs.

LITTÉRATURE

L'Intégrale aux Editions du Seuil.

Les œuvres complètes des plus grands auteurs.

Chaque volume de 400 à 1200 pages est imprimé sur vélin neige, relié pleine toile rouge, avec impression or au balancier, recouvert d'une jaquette imprimée.

- Stendhal, Romans complets, 2 volumes reliés, chaque volume 20,00
- Balzac, La comédie humaine, 7 volumes reliés. Chaque volume 20,00
- Beaudelaire, Œuvres complètes, 1 volume 20,00
- Flaubert, Œuvres complètes, 2 volumes reliés. Chaque volume 30,00
- La Fontaine, Œuvres complètes, 1 volume 20,00
- Molière, Œuvres complètes, 1 volume 20,00
- Victor Hugo, Romans complets, 3 volumes reliés. Chaque volume 20,00
- Emile Zola, Les Rougon-Macquart, tome I 20,00 (5 volumes à paraître.)



Aux Editions de Trévise

- Encyclopédie des citations, par F. Dupré.
L'instrument de travail indispensable qui manquait jusqu'aujourd'hui. L'histoire, la philosophie et l'art littéraire de tous les pays et de tous les temps. 10 000 citations.
Un volume 19,5 x 25,5, 720 pages, relié pleine toile .. 59,00
Chez Vilo
- Le Petit Robert, dictionnaire de la langue française.
Des mots qui vous en font connaître d'autres par l'analogie.
1 vol. relié toile 82,80

ARTS

Chez Vilo

- La peinture italienne, 1 volume 41,60
- La peinture flamande au XVII^e siècle, 1 vol. 41,60
Deux volumes indispensables pour tous ceux qui aiment la peinture et aussi pour tous les autres.

Aux Editions A. Balland

- Les métamorphoses de Paris, par Yvan Christ, 200 photos inédites. Relié toile 24 x 31. Jaquette couleur 59,50

Aux Editions Hachette

- Histoire de l'avant-garde en peinture, du XIII^e au XX^e siècle, par Germain Bazin.
A travers les chefs-d'œuvre les plus révolutionnaires de la peinture, vous constaterez ce qui, en sept siècles, fut pour chaque génération innovation ou conquête.
1 volume relié 27,5 x 32, 304 pages. 211 ill. en noir, 25 pages en couleurs .. 125,00

VOYAGES

Chez Vilo

- Voiliers « 45 aquarelles », Antoine Roux 1765-1835, un très beau volume 70,40
- Le Maroc étincelant, une invitation au voyage, dans un pays enchanteur, 1 vol. 65,50
- Le Japon des réalités, 200 illustrations noir et couleurs, 1 volume 65,50
- La Grèce byzantine, 100 illustrations, 1 volume 34,65
- Nubie, Splendeur sauvée, Max-Pol Fouchet, 1 volume .. 50,45

HUMOUR

Aux Editions Vilo

Dessins de Daumier

Une collection unique au monde

- Les gens de médecine, 48 dessins, 1 vol. 72,55
- Mœurs conjugales, 60 dessins, 1 vol. 72,40
- Gens de justice, 48 dessins, 1 vol. 72,55
- Gens d'affaires, 100 dessins, 1 vol. 88,30
- L'Université, Professeurs et moutards, 33 dessins 1 volume 65,40

Pour les Jeunes

Aux Editions Hachette.

Pour ceux de 7 à 11 ans.

- Le livre de la jungle, d'après R. Kipling-Walt Disney, 1 volume illustré 23,50
- Contes japonais, 1 vol. ... 17,50
- Contes russes, 1 vol. ... 17,50
- Contes d'Orient, 1 vol. ... 17,50

Pour ceux de 12 à 14 ans

- La guerre et la paix, par Léon Tolstoï, 1 volume 15,00
- Les misérables, Victor Hugo, 1 volume 15,00
- Fables de La Fontaine, 1 volume 15,00
- L'île mystérieuse, Jules Verne, 1 volume 15,00

Pour ceux de plus de 14 ans

- La lune et les planètes, P. de Latil, 1 vol. 20,5 x 28 23,50
- Les merveilles de la Science, Domeyrat, 1 volume 20,5 x 28 23,50

Chez Hatier

- A l'affût des bêtes libres, Guy Dhuit, Chasses photographiques, 1 volume relié pleine toile 55,00

Commandez-les à
Librairie de

tribune

socialiste

54, Bd Garibaldi, Paris 15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

- Règlement à la commande
- Envoi franco
- Remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.

Aux Editions Sequoia

- Grand atlas international. Préface de P. Birot, Professeur à la Sorbonne.
Instrument d'information et de travail jusqu'à présent sans équivalent dans notre langue. 112 pages de cartes. Grand format, en 8 couleurs. 24 x 32 : 154 pages. Reliure bacheluire 100,00

... offrez des livres